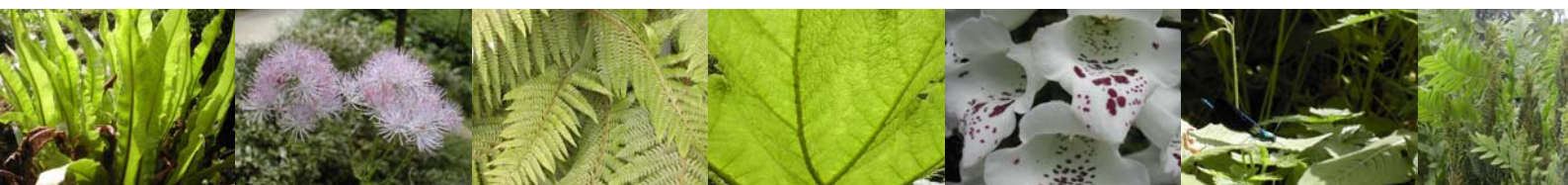


Université François Rabelais -Maison des Sciences Humaines

Ecole Polytechnique -Département Aménagement

La « gestion différenciée », une démarche de pratiques durables au sein des espaces verts

-Comparaison des villes de Tours et Nantes-



Cécile HENRY

Mémoire de Master 2 Sciences de l'homme et de la société
Magistère d'Aménagement du territoire
-Juin 2006-

Université François Rabelais -Maison des Sciences Humaines

Ecole Polytechnique -Département Aménagement

Préparé sous la direction de Monsieur François Botté

La « gestion différenciée », une démarche de pratiques durables au sein des espaces verts

-Comparaison des villes de Tours et Nantes-

Cécile HENRY

Mémoire de Master 2 Sciences de l'homme et de la société
Magistère d'Aménagement du territoire

-Juin 2006-

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier très chaleureusement **M. WISLER**, responsable du secteur centre ville du service des espaces verts et de l'environnement de Nantes (SEVE), pour la disponibilité dont il a fait preuve et le temps qu'il a su m'accorder. Je tiens à lui faire part de ma reconnaissance pour l'ensemble des informations qu'il m'a apporté et le partage de son expérience.

Ensuite, je remercie mon directeur de recherche, **M. BOTTÉ**, Enseignant-Chercheur au Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours (CESA), pour ses conseils et sa disponibilité tout au long de l'année.

Je souhaite également adresser mes remerciements à l'ensemble des personnes qui ont eu l'amabilité de me recevoir, sans qui ce travail n'aurait pas pu voir le jour :

M. RENAUD, agent de maîtrise à la ville de Nantes, ainsi que toute l'équipe dont il a la charge, pour avoir partagé leur expérience et leur pratique du métier ;

Mme BARRET, responsable du bureau d'étude du SEVE, **M. SOIGNON**, directeur du SEVE et **M. ARTUS**, responsable informatique du SEVE, pour leur spontanéité et le temps qu'ils m'ont consacré ;

M. DUCHÊNE, responsable technique de Service parcs et jardins de la ville de Tours, **M. PHYLISTERD**, responsable du secteur centre ancien de la ville de Tours et **M. LAUNAY**, agent de maîtrise à la ville de Tours, pour m'avoir reçu et accepter de répondre à mes questionnaires ;

Je voudrais aussi remercier les différents enseignants de l'université François Rabelais qui ont accepté de me rencontrer et d'apporter leur point de vue sur mon travail.

Enfin, je tiens à saluer toutes les personnes qui m'ont soutenues et accompagnées durant la construction de ce travail.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 2
1^{ERE} PARTIE : LA VEGETATION DANS L'ENVIRONNEMENT URBAIN : UNE COHABITATION DURABLE ?.....	p.5
<hr/>	
A/ La prise en compte des espaces verts dans les théories urbanistiques	p.5
B/ La gestion différenciée comme moyen d'intégration du développement durable au sein des espaces verts	p.17
C/ Problématique de la recherche	p.31
2EME PARTIE : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : COMPARAISON DES VILLES DE TOURS ET NANTES	p.33
<hr/>	
A/ Les moyens de l'étude.....	p.33
B/ Présentation des cas d'étude : les villes de Tours et Nantes	p.35
3EME PARTIE : ANALYSE DES FACTEURS D'INCITATION A LA MISE EN PLACE DE LA GESTION DIFFERENCIEE AU SEIN DES ESPACES VERTS URBAINS	p.46
<hr/>	
A/ Des engagements différents en matière de développement durable : le rôle de la sensibilité environnementale des acteurs	p.46
B/ Des outils de gestion dont les priorités divergent	p.59
C/ La nécessité d'une forte stratégie de communication	p.66
CONCLUSION	p.71
BIBLIOGRAPHIE	p.74
TABLES DES ILLUSTRATIONS.....	p.78
TABLES DES MATIERES	p.79
ANNEXES.....	p.82

INTRODUCTION

L'essor des préoccupations écologiques, l'insatisfaction de la population sur la qualité des espaces publics, la redéfinition du cadre de vie de la ville moderne, et la reconnaissance de l'art des jardins, sont autant de facteurs qui concourent, depuis quelques années, à un regain d'intérêt pour les projets de jardins et leur gestion. Les espaces verts sont devenus un élément indissociable de la restructuration des espaces publics et de l'évolution des pratiques d'aménagement urbain.

Bien souvent, les citadins, mécontents de la diffusion de modèles esthétiques standardisés et d'une uniformisation des paysages urbains, expriment des demandes de fleurissement ou de parcs et jardins plus diversifiés. Les communes, quant à elles, s'inquiètent de la maîtrise des coûts d'entretien des espaces verts et, à leur échelle, sont concernées par les problématiques liées au respect de l'environnement, à la maîtrise des énergies et à la volonté d'agir en faveur d'un développement durable. Ces espaces verts sont de plus en plus vastes et nombreux : squares, jardins publics, parcs et promenades, mais aussi ronds-points, bordures de voies, talus routiers, etc.

Dans ce contexte, une gestion plus écologique des espaces verts ainsi qu'une « renaturation » d'espaces délaissés, peuvent être des réponses adaptées à la fois aux exigences de la population et aux enjeux écologiques actuels. Cette gestion est également propice à l'installation de la biodiversité en ville.

La notion de " ville verte " apparaît au cours du XX^{ème} siècle. Il s'agit d'ouvrir la cité sur la nature par la création de parcs, de squares, de jardins familiaux, mais aussi de soumettre l'urbanisation à des exigences d'espaces verts plus vastes. Elle permet l'apparition de rues et d'avenues plantées ou engazonnées. Ce concept de « ville verte » a influencé les exigences sociales, conditionné les politiques urbaines, et de ce fait, bouleversé la vision de la ville.

Jusque dans la première moitié du XX^{ème} siècle, la minéralité des rues et les places de taille réduite dominaient dans les villes traditionnelles, sauf quand l'espace s'ouvrait sur une topographie particulière. La ville moderne au contraire multiplie les situations paysagères. On voit alors apparaître de longs et larges espaces de circulation, de grands espaces verts, des endroits situés entre ville et campagne, dont les contours deviennent difficiles à saisir¹. Cette

¹ Le jardin et la nature dans la cité, 2001.

nouvelle configuration spatiale influe sur l'organisation interne de la ville et conduit à apporter une attention accrue pour le paysage et la nature.

Les chargés d'études (urbanistes, architectes et paysagistes), les maîtres d'ouvrages (collectivités et promoteurs privés) et la population, ont un rôle important à jouer dans la diversification des jardins et la présence de la nature en ville ainsi que sur la manière de l'entretenir.

La gestion horticole, qui recourt à d'importantes quantités d'eau, de fertilisants chimiques et de traitements phytosanitaires, est la plus répandue dans les jardins publics. D'après Gilles Clément, cette gestion, qui se réfère à des critères esthétiques et visuels, conduit à une simplification de la liste floristique² et s'écarte d'une gestion écologique qui tient compte du cycle des plantes et de leurs besoins³.

Cependant, l'attention renouvelée aux problèmes environnementaux, aidée de l'influence de quelques grands concepteurs, comme Gilles Clément⁴ ou Jean-Paul Pigeat⁵, ont modifié les tendances depuis les deux dernières décennies : on évolue vers un fleurissement qui renoue avec la nature et vers une gestion alternative de ces espaces où l'environnement est un enjeu majeur. Avec plus de 150 000 visiteurs par été, le Festival international des Jardins de Chaumont, qui a pour ambition de montrer le renouveau de la création dans le domaine des jardins et du paysage, est aujourd'hui la première manifestation française liée à la conception de jardins, et sans doute l'une des principales d'Europe⁶.

Considérant la place toujours grandissante des parcs et jardins dans l'espace urbain, la question se pose : la ville peut-elle devenir alors un nouveau territoire pour la nature ? Les espaces verts des lieux de sauvegarde d'espèces, de préservation des ressources naturelles et de lutte contre les pollutions ?

L'environnement, au cœur du concept de développement durable, sera-t-il le fer de lance des politiques urbaines de demain, et plus spécifiquement de la gestion des espaces verts ?

² CLEMENT G., in Sauvages dans la ville, 1999.

³ ALLAIN Y.M., 1999.

⁴ Paysagiste, enseignant à l'école nationale supérieure du Paysage de Versailles, initiateur du jardin en mouvement.

⁵ Directeur du Conservatoire international des parcs et jardins et du paysage à Chaumont-sur-Loire.

⁶ <http://www.chaumont-jardin.com>

Mais comment faire des « poumons verts »⁷ des villes des lieux d'application de ces concepts ? Certaines agglomérations gèrent déjà de manière plus durable leurs espaces verts, tandis que d'autres municipalités, moins soucieuses des moyens à engager, continuent à s'attacher à la production d'une « image ».

Partant de cette constatation, l'objet de ce mémoire sera de déterminer les facteurs qui motivent une commune à passer d'une gestion horticole des espaces verts à une gestion dite différenciée. La préservation de l'environnement étant alors un enjeu majeur. Pour ce faire, nous avons réalisé une étude de cas comparative entre les villes de Tours et Nantes, qui ont des politiques de gestion de leur patrimoine vert, différentes.

Pour tenter de répondre à notre problématique, nous subdiviserons notre étude en trois parties.

La première partie sera consacrée à l'étude bibliographique. Celle-ci installe le contexte de la recherche en présentant l'évolution de la place des espaces verts au sein de la ville.

Ensuite, nous nous attarderons sur la présentation des cas d'étude afin de connaître les villes et surtout les éléments qui vont être comparés, c'est-à-dire les espaces verts.

Dans la troisième partie, nous présenterons l'analyse et les résultats issus des entretiens réalisés auprès des services espaces verts des deux villes.

⁷ La notion de « poumon vert » fut introduite avec les politiques hygiénistes réalisées à Paris par le baron Haussmann sous le Second Empire.

1^{ERE} PARTIE : LA VEGETATION DANS L'ENVIRONNEMENT URBAIN : UNE COHABITATION DURABLE ?

A/ La prise en compte des espaces verts dans les théories urbanistiques

1. Définition du concept d'espaces verts

a) Un terme né au XX^{ème} siècle

Il est difficile de proposer une seule et unique définition du terme « espaces verts » au regard de leur **variété et de l'apparition relativement récente du terme**. Il semble que l'inventeur de cette notion en France fut JCN Forestier⁸ aux alentours de 1925. Celle-ci **se vulgarise avec la forte urbanisation d'après guerre** et se traduit par l'augmentation des surfaces construites et par la même la diminution des espaces naturels collectifs. Il en ressort la **nécessité de disposer d'espaces destinés à la détente**⁹. Les **espaces verts** deviennent des **objets de protection et de création**, définis par la **circulaire du 08/02/1973**¹⁰, **relative à la politique des espaces verts**. Elle préconise l'aménagement de couronnes forestières autour des grandes agglomérations, le maintien des espaces verts existants au centre des villes et la création d'espaces verts ouverts au public dans les extensions urbaines. Cette circulaire n'a **pas de caractère réglementaire** mais constitue un **cadre de référence pour une politique cohérente des espaces verts** dans une commune¹¹.

A l'heure actuelle, les espaces verts prennent des formes différentes et occupent des superficies et emplacements variables selon les besoins auxquels ils répondent, leur aire d'influence, la diversité du milieu avoisinant et l'histoire de la ville. Ainsi, la locution regroupe-t-elle **tous les espaces végétalisés, arborés ou non, qui prennent place dans le tissu urbain**. Elle désigne les **espaces boisés ou cultivés, publics ou privés, ouverts ou fermés aux habitants, se trouvant en zones urbaines, périurbaines ou rurales**. Les espaces verts constituent une **discontinuité végétale entre les zones bâties**. Ils composent un maillage interstitiel de verdure et **se définissent par opposition aux espaces construits**¹².

b) Une diversité d'espaces sous la même dénomination

Il existe plusieurs tentatives de classement des espaces verts. La typologie retenue et présentée ci-dessous a été réalisée par l'Association des Ingénieurs des Villes de France (AIVF) pour être utilisée par les collectivités territoriales dans la gestion de leur patrimoine

⁸ J.C.N. Forestier fut conservateur des parcs et jardins de Paris, MERLIN ET CHOAY, 2000.

⁹ LARCHER J.L., DUBOIS, M.N., 1991.

¹⁰ JCP 1973, III, n° 40502, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001.

¹¹ CHATEAUREYNAUD P., 2003.

¹² CERTU (Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques), 2001.

vert. Celle-ci est discutable dans le sens où, au départ, la **différenciation est faite sur la domanialité de l'espace vert** (caractère privé ou public). Le choix aurait pu concerner d'autres critères comme le type de couverture végétal ou le mode d'usage de ces espaces. Dans son ouvrage, Catherine de Vilmorin¹³ propose en effet une autre classification qui s'appuie sur la localisation de l'espace dans l'armature urbaine. Elle décline les différents espaces verts rencontrés en partant du milieu urbain pour atteindre le milieu rural, en passant par un « espace de liaison ville-campagne ». Cette typologie présente l'inconvénient de mêler des termes relevant d'aménagements spécifiques (par exemple, le mot « square »), et des termes traduisant une fonction structurante (par exemple, des termes tels que « espaces verts interstitiels », « les coupures vertes »). Il semble que l'option retenue permette d'être le plus exhaustif possible tout en évitant des répétitions dans les catégories. De plus, cette classification se limite aux espaces verts urbains.

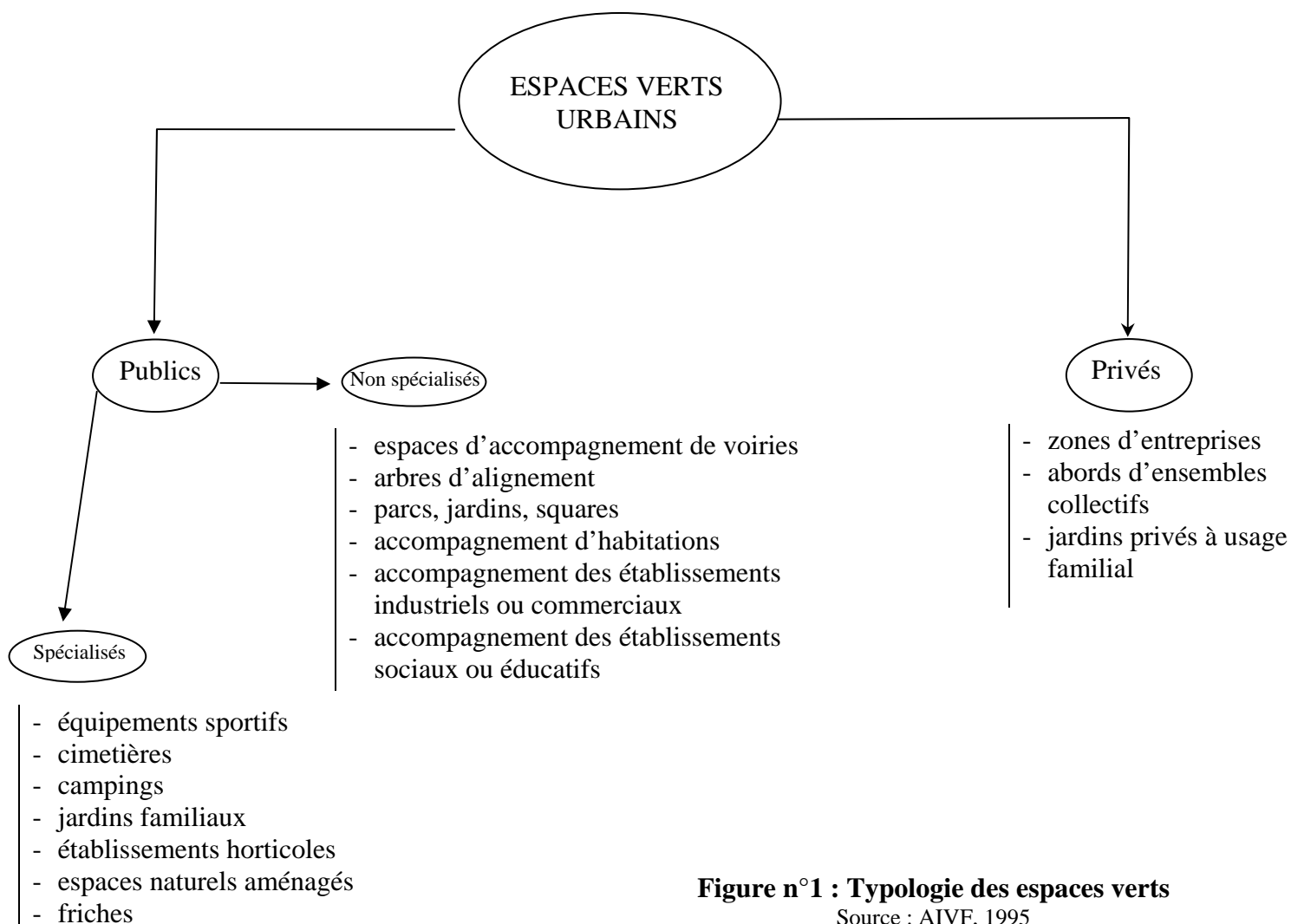


Figure n°1 : Typologie des espaces verts

Source : AIVF, 1995

¹³ VILMORIN C.(de), 1978.

L'étude portant sur l'action publique et le rôle des collectivités dans la mise en application des principes du développement durable au sein des espaces verts, les **sites étudiés sont choisis dans le domaine public**. Afin de préserver une certaine neutralité quant à la gestion, les sites font partis de la catégorie « non spécialisé ». En effet, les fonctions particulières des espaces verts listés dans la catégorie « spécialisé » induisent des aménagements spécifiques et des entretiens adaptés qui ne peuvent pas toujours être généralisés.

On constate une multiplicité de lieux sous la même dénomination. C'est cette diversité qui en fait des **éléments fondateurs de l'identité d'une ville**. Ils participent au patrimoine local des habitants. La nature est pour certains « l'antidote de la ville »¹⁴.

c) Des espaces aux multiples fonctions

De la même façon que la définition des espaces verts dépend de la sensibilité de la personne interrogée, les fonctions qui leurs sont attribuées varient selon le regard porté et l'usage qui est fait de l'espace. Généralement, les fonctions des espaces verts dépendent de leur localisation dans la ville et de leur rapport avec le bâti¹⁵. Il est néanmoins possible de les regrouper selon trois catégories que sont les dimensions sociale, écologique et urbanistique.

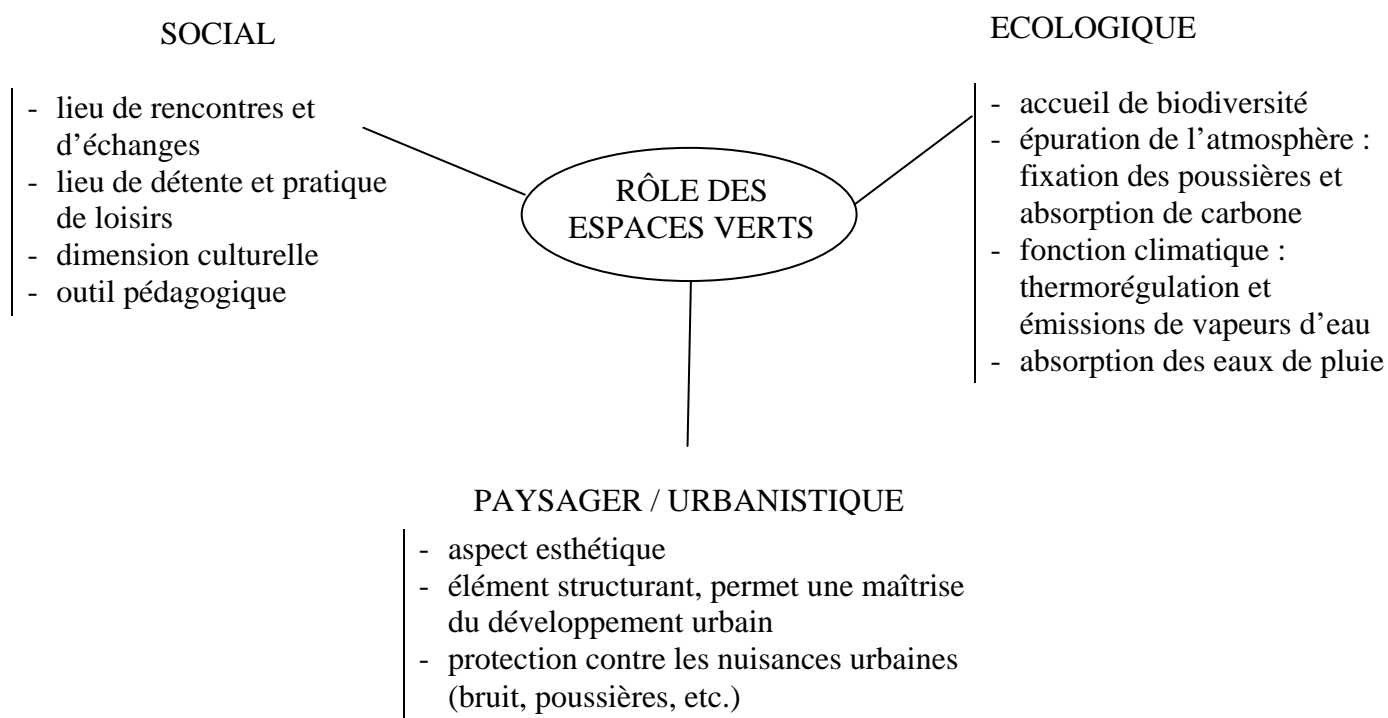


Figure n°2 : Les fonctions des espaces verts
Réalisation personnelle

¹⁴ Guide du CERTU, 2001.

¹⁵ VILMORIN C. (de), 1978.

Les espaces verts ont longtemps été considérés comme un simple décor. Bien que leur **apport esthétique** soit, dans la majorité des cas, indéniable, se limiter à leur aspect visuel est « ne voir qu'une infime partie de ce qu'ils apportent aux déserts de pierres des paysages urbains »¹⁶. Ils jouent aussi un rôle de **protection contre le développement anarchique** des constructions en formant des **discontinuités dans le secteur bâti** et **limitent ainsi la densité de l'habitat**. Ils deviennent donc des **équipements structurants** car ils permettent d'organiser l'armature des villes et celle de leurs territoires d'emprise.

Il semblerait que la présence d'espaces verts contribue à une meilleure « santé » morale et physique des citoyens¹⁷. Il leur est conféré une **fonction relationnelle**, dans la mesure où ils offrent la possibilité de rencontres et de discussions. C'est en ce sens un **lieu d'échanges**. Selon la taille et les aménagements des espaces verts on peut envisager la **pratique de loisirs**, qu'ils soient relaxants ou sportifs. La **dimension culturelle** est présente lorsque l'espace vert est le **témoignage de l'histoire des sociétés et de leur vision de l'art des jardins**. Enfin, les espaces verts peuvent être des **supports d'éducation à l'environnement**, lieux de manifestation et de vulgarisation sur des thèmes touchant à l'écologie et à l'environnement au sens large.

Les espaces verts en milieu urbain sont une **nécessité biologique** absolue dans nos villes. Le chiffre est connu mais doit être rappelé : **un hectare de forêt absorbe par jour le carbone d'un million de mètres cubes d'air** ; aussi, plus une ville est peuplée, plus sa circulation est dense, plus elle a besoin, biologiquement, d'espaces verts¹⁸. Ces propos confirment le **rôle écologique** considérable des espaces verts dans les villes actuelles et à leur périphérie en matière de bien-être de la population. Néanmoins, leur intérêt de dépollution et d'amélioration de la qualité de l'air est à relativiser au vu des faibles concentrations en arbres au sein des villes, contrairement aux forêts périurbaines¹⁹.

Parmi la pluralité d'espaces verts dans la catégorie « public - non spécialisés » (Cf. Figure n°1), les jardins et squares, apparaissent comme les espaces les plus facilement identifiables et présentant la diversité, en terme de végétation et de services, la plus intéressante. Ainsi, l'étude s'attarde sur **les jardins publics** qui se trouvent **dans les centres villes**. Nous considérons ici, les villes dans leur limite intra-muros. Au sens strict, jardins et squares sont des espaces verts enclos à **dominante végétale**. Ils sont **protégés de la**

¹⁶ SOULIER L., 1977.

¹⁷ CERTU, 2001.

¹⁸ <http://www.x-environnement.org>

¹⁹ WISLER J.L., 2006.

circulation et sont libres d'accès. Ils sont conçus et gérés comme des **équipements publics**²⁰. Selon les aménagements présents dans les jardins, ils remplissent diverses fonctions, intégrant les rôles décrits ci-dessus. Néanmoins, certaines fonctions sont communes à tous les jardins : dans tout les cas, ils constituent un élément de structure de l'armature de la ville, de « dédensification » et sont des lieux de détente et de loisir.

➔ Les espaces verts sont aujourd'hui identifiables par tous et présents dans toutes les villes. Les fonctions qui leurs sont conférées sont, elles aussi, largement connues. Néanmoins, ils ne faut pas oublier que ce terme, significatif pour nous, n'est arrivé que tardivement dans la société française. Voyons comment les espaces de verdure des villes, à l'origine privés, se sont peu à peu développés pour devenir des lieux ouverts à la population.

2. L'arrivée des espaces verts en tant qu'espace public

a) L'évolution des styles paysagers

L'art des jardins constitue un sujet d'étude inépuisable. Au cours des siècles, les jardins se sont transformés au gré des influences culturelles en vogue. Certains des parcs et jardins actuels sont les héritages directs de ces différents courants. Afin de présenter succinctement les différents styles que l'on peut retrouver aujourd'hui, trois catégories ont été retenues : le jardin conservatoire, le jardin d'utilité et le jardin d'agrément.

Les **jardins conservatoires** ont avant tout un rôle de **conservation de la biodiversité**. A l'origine, ils ont été mis au point par les agriculteurs qui voulaient protéger des intempéries les semences les plus vigoureuses et les plus productives²¹. Ils sont les **gardiens de la connaissance et du savoir botanique**. Comme tous les jardins, ils sont motivés par le goût du beau, de l'utile et de l'agréable. On y trouve entre autre des **collections de plantes** médicinales et aromatiques. Ils ont donc avant tout un intérêt scientifique.

Les **jardins d'utilité** sont consacrés à la culture des végétaux d'utilité domestique comme les potagers ou les vergers. Les jardins familiaux appartiennent à cette catégorie.

Les **jardins d'agrément** se retrouvent à toutes les périodes. Les végétaux y sont cultivés dans un **but esthétique** et le jardin comporte des aménagements spécifiques pour la promenade ou le repos. C'est un lieu de plaisir où se manifeste la capacité de l'homme à

²⁰ MERLIN ET CHOAY, 2000.

²¹ CERTU, 2001.

maîtriser la nature. Au **Moyen-Âge**, il est tout d'abord présent **au sein des monastères** puis s'étend à la société civile. Il accueille des plantes comestibles ainsi que des plantes destinées à guérir les affections les plus variées, et plus tard il deviendra aussi le cadre idéal de l'amour courtois et secret.

Puis, vient la **Renaissance** et les inspirations italiennes dont les conceptions architecturées et compartimentées du jardin aboutissent, au XVII^{ème} siècle, à l'ordre et la rigueur des **jardins « à la française »** (Amboise, Villandry), où règne une nature maîtrisée, ordonnée et alignée au cordeau. Le **végétal, contraint et dirigé**, témoigne de la puissance des hommes. La nature doit s'adapter au service d'un projet grandiose. Des axes de symétrie et des perspectives mettant en valeur le bâti. C'est le modèle de faire valoir et de prestige des monarques. Le jardinier Le Nôtre excelle dans cet exercice : les jardins du Château de Versailles en sont le plus bel exemple.

En réaction à la régularité et à l'austérité du jardin « à la française » apparaît au milieu du XVIII^{ème} siècle **le jardin paysager**. Cette tendance est née en Angleterre, à la faveur de circonstances économiques, sociales et politiques particulières : les instigateurs sont les « Whigs », libéraux qui, au pouvoir, font de l'agriculture le moteur de l'économie anglaise. Ils embellissent leurs propriétés d'aménagements paysagers dans le souci de donner un aspect naturel aux sites²². Cette tendance gagne peu à peu la France. Les aristocrates, les philosophes, les poètes ou les peintres, dont un bon nombre possède une maison à la campagne, qu'ils souhaitent agrémenter de jardins dégagés de préceptes académiques en vigueur, prennent le relais des Anglais. Le style paysager se retrouve par exemple dans le parc d'Ermenonville, dans l'Oise, dont le propriétaire fut le marquis de Girardin, qui hébergea Jean-Jacques Rousseau et s'inspira fortement de sa vision de la nature pour la constitution de ce parc²³. Les jardins sont conçus pour éveiller les sentiments de quiétude, d'harmonie et d'admiration. Le **jardin naturel** n'obéit plus à un tracé régulier mais privilégie **l'association de plantes qui confère au site un aspect naturel**. Il s'en dégage un subtil désordre soigneusement calculé et agencé.

Le terme jardin est donc utilisé ici pour définir un courant paysager et non pas au sens d'une typologie des espaces verts : le jardin d'agrément peut aussi bien regrouper des parcs que des squares. Généralement, les différents jardins présentés se retrouvent au sein d'une

²² C. WENZLER, 2003.

²³ <http://www.memo.fr>

agglomération. Ce mélange de style constitue la diversité des espaces verts que l'on rencontre dans une ville.

Ces **modèles de jardin ont perduré jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle**. Ils étaient définis par une **fonction propre**, qu'elle soit utilitaire ou agréable. Cette **organisation fut bouleversée par la révolution industrielle et le fort développement économique français qui suivit**.

Auparavant, les jardins étaient majoritairement privés, à la ville comme à la campagne. Le jardin était un espace planté de végétaux utiles et agréables, fermés par des murs, une haie ou un grillage. Le courant du jardin paysager avait petit à petit effacé cette notion de fermeture pour laisser place à une impression de liberté mais celle-là réapparaît avec l'apparition de nombreux projets d'urbanisme favorisant la création de parcs publics qu'entreprennent de nombreuses villes françaises. L'exemple le plus marquant est sans doute celui du Bois de Boulogne à Paris. Le jardin cesse alors d'être l'apanage de quelques privilégiés, il se démocratise et s'ouvre à toutes les classes sociales : il devient public.

Deux pôles théoriques ont marqué la réflexion sur les espaces verts depuis la fin du XIX^{ème} siècle : d'un côté, l'espace vert est vu comme un élément de premier ordre structurant la ville, de l'autre il est intégré aux projets urbains comme ce qui n'est pas bâti. Ces façons de penser et de construire la ville ont conduit à voir croître considérablement la superficie des espaces verts urbains.

b) L'espace vert comme structure organisationnelle de la ville

C'est sous le Second Empire que les jardins acquièrent les formes et les modes d'usages qui caractérisent le jardin public d'aujourd'hui. Au cours de la restructuration de Paris, le Baron Haussmann met en place une **politique globale de définition et d'aménagement des espaces verts**, qui poursuit des objectifs **d'hygiène, d'aération et vise à construire une vision ordonnée de la vie collective**. En 1854, il crée le service des promenades et plantations de la ville de Paris. **L'espace vert** n'est plus l'œuvre d'un architecte, ni d'un artiste paysager mais d'un **gestionnaire de service public**. Ce modèle est diffusé dans toutes les grandes villes de France, grâce notamment aux frères Buhler. Il a dominé jusqu'en 1945 et perdure encore²⁴.

²⁴ MERLIN et CHOAY, 1996.

Différents courants se sont succédés sur la place de la nature dans la ville :

↳ Les cités-jardins d'Ebenezer Howard (1850-1928)

Le concept de « **cités jardins** » repose sur l'idée d'une **symbiose entre la ville et la campagne**. Celle-ci se traduit par la mise en place d'un **réseau d'espaces verts publics**. En effet, le point fort de sa théorie est que la ville est structurée par des **espaces verts accessibles à tous**. Il souhaite allier les avantages de la ville et de la campagne et intègre un aspect social à sa démarche en offrant aux populations ouvrières un passe temps à la fois utile et susceptible de former leurs pensées à l'esthétique dominante. La structure des cités-jardins qu'il propose est composée d'unités de grandeurs différentes, ordonnées de façon hiérarchique pour constituer une grande ville. Elles offrent une alternative aux grandes villes et aux banlieues industrielles.

↳ La cité industrielle selon Tony Garnier (1869-1948)

Selon lui, l'harmonie de la ville est fondée sur un minimum de respect accordé à la nature et sur la création **d'espaces verts ouverts à la libre circulation**. Les principes directeurs de son projet sont la **séparation des fonctions urbaines**, l'**exaltation des espaces verts** et l'utilisation systématique de **matériaux nouveaux**. Il donne un modèle de restructuration ou de reconstruction de petits centres proches d'un ensemble industriel.

➔ Parallèlement à ces courants, d'autres penseurs – qui n'imaginent pas le fondement de la ville à partir, ou autour, des espaces verts- considèrent cependant ces espaces verts comme un paramètre indispensable à l'équilibre urbain et devant être intégré dans une politique urbaine plus globale.

c) L'espace vert en tant qu'élément d'une politique urbaine

Les deux grands représentants de cette tendance sont Eugène Hénard et Le Corbusier. Ils sont une vision fonctionnelle de la ville, qui va être développée et mise en pratique ensuite par Le Corbusier.

↳ L'approche quantitative d'Eugène Hénard

Cet urbaniste s'attache à des projets de modification de la ville de façon pragmatique. Il s'agit d'atteindre un modèle de cité humaine agréable à vivre. Il accorde beaucoup d'importance à la circulation mais aussi à **l'aménagement et à l'embellissement de la ville**

par les espaces verts. Il a conçu un **système de parc** qui doit permettre à chaque habitant de ne pas être plus éloigné d'un kilomètre des grands parcs et de 500 mètres des squares et jardins²⁵.

↳ Les systèmes de parcs conçus par Jean Claude Nicolas Forestier

Le début du XX^{ème} siècle marque un glissement de la problématique de la ville vers la notion d'extension et ne se limite plus à l'embellissement. J.C.N. Forestier définit un système de parcs afin de s'opposer au désordre des grandes villes né de la spéculation. Ce système apparaît comme un ensemble hiérarchisé de réserves foncières qui vont du paysage protégé jusqu'au jardin d'enfant. Celles-ci sont reliées par un réseau d'avenues et promenades plantées, qui contribuent à mettre en valeur les points de vues, les bords de rivières, les paysages intéressants ou pittoresques.

↳ Le Corbusier (1887-1965), la critique des cités jardins

Le Corbusier s'était opposé au projet de cité jardins présenté par E. Howard en soulignant l'éparpillement des constructions qui en résultait. Il prône le concept de « ville radieuse », qui correspond à une « **ville verte à constructions élevées** ». Les immeubles sont sur pilotis et laissent ainsi l'usage du sol aux piétons. Les **immeubles eux même sont entourés de grands parcs**. Dans ce modèle de ville à croissance linéaire, le centre de vie sociale se situe entre la bande d'habitation et la bande d'industrialisation. Pour Le Corbusier, l'homme ne peut vivre séparé de la nature et les surfaces d'espaces libres doivent l'emporter sur les surfaces bâties ; « la société moderne a quittée le milieu naturel et vit dans l'artifice. Il lui faut rétablir les conditions de nature »²⁶.

Il est le **précurseur d'un courant urbanistique où les raisons fonctionnelles prédominent sur les considérations esthétiques** lors de la construction de la ville. La ville, selon lui, doit en premier lieu ordonner les fonctions (habitat, travail, loisir) pour répondre aux besoins de l'homme.

➔ Le **contexte d'après-guerre** a engendré une phase de reconstruction de logement dans l'urgence. Il a permis de mettre en pratique les principes fonctionnalistes exposés par Le Corbusier dans la charte d'Athènes.

²⁵ VILMORIN C. (de), 1978.

²⁶ SOULIER L., 1977.

3. Une perte d'identification des espaces verts

Cette vision de la place de la nature dans la ville va prendre une autre dimension durant la période d'après-guerre. Elle se traduit par l'émergence de grands ensembles d'habitation qui s'accompagnent d'espaces verts publics essentiellement homogènes et stéréotypés²⁷ : ils **sont réduits aux zones urbaines non bâties**. « Cela a donné lieu une perte de repères pour les jardiniers. Avant il y avait une adéquation entre le jardin et le type d'entretien, celle-ci a été perdue en partie à cause de la forte urbanisation d'après guerre. La charte d'Athènes préconisait des espaces de détente ; finalement, les espaces verts ont été réalisés dans les « dents creuses », « pour faire du vert pour du vert ». « On a fabriqué des espaces ambigus dont les fonctions ne sont pas bien définies, qui ont amené à s'interroger sur leur gestion et à redéfinir le métier de jardinier. »²⁸ Certains espaces verts perdent alors leurs vertus de récréation et de distraction pour devenir des espaces abandonnés. Il ne leur est conféré aucune fonction précise, il en résulte un manque d'appropriation de ces espaces par la population et par les jardiniers eux-mêmes.

➔ Les réactions aux conditions de vie dans ces quartiers, renforcés par une prise de conscience des problèmes environnementaux conduisent à reconsidérer la place des espaces verts et le rôle qu'ils peuvent jouer dans l'amélioration du cadre de vie de la population.

4. Une volonté de verdure dans le paysage urbain

Les années 1980 voient de **l'émergence d'une prise de conscience des problèmes environnementaux** et dès lors, on assiste à la **transformation des paysages urbains** par l'introduction du « vert » dans la ville. Phénomène encore plus prégnant depuis une dizaine d'année, on assiste au « **paysagement** » **des agglomérations**. La « **mise au vert** » devient le lieu commun du discours sur la ville²⁹. Les **opérations de « retour à la nature »** se multiplient et l'on n'imagine plus un projet d'aménagement ou de rénovation urbaine sans concevoir les espaces verts qui l'accompagnent. La multiplicité du vocable autour de ces actions de « verdissement » ne cesse de s'étendre, précisant la notion d'espace vert : coupure verte, trame verte, zone tampon, coulée verte, ceinture verte, etc. L'augmentation des espaces verts est le témoignage de l'engouement pour les opérations de retour à la nature. Cette

²⁷ AGGERI G. et DONANDIEU P., 2003.

²⁸ WISLER J.L., Entretien Nantes, 2006.

²⁹ CALLENGE C., 1997.

verdure grandissante implique la mise en place d'une nouvelle gestion : il y a plus de surfaces à entretenir avec le même personnel.

Bien que de nombreuses vertus soient conférées à la végétation et aux espaces verts en ville³⁰ on peut se demander si ce **respect de la nature dans la ville n'est pas un alibi** ; l'introduction du « vert » dissimulant des **atteintes à l'eau, à l'air, (pollution et gaspillage)... à l'environnement** en général. On peut citer ici Michel Péraldi, « la verdure vient architecturer la ville, dessiner ses limites externes et ses fonctions internes, segmenter les rôles, exhausser la monumentalité ou masquer la « laideur ». »³¹. On s'accordera sur le constat que les villes actuelles « verdoient ». Cette tendance n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans la lignée des politiques hygiénistes du XIX^{ème}. Cependant **l'ampleur du phénomène de « verdissement »**, lui, est nouveau. Cette thématique, quasi-consensuelle, devient la justification d'actions de renouvellement, **dissimulant -parfois- les contraintes liées à la création de ces nouveaux espaces**. Certes, des « stratégies vertes » se mettent en application, produisant des coulées vertes, des parcs urbains, ... mais ce sont autant d'espaces qui nécessitent d'être gérés, généralement par les services municipaux, et qui engendrent donc des **coûts** pour les collectivités.

Parallèlement, on assiste à une stagnation assez générale, voire une **réduction des budgets** consacrés aux services des espaces verts³². Déjà en 1989, lors du colloque « Les parcs et jardins de demain »³³, un responsable technique mettait en avant « la diminution des budgets de gestion des pelouses publiques ». On retrouve d'autres témoignages dans ce sens : « En pas mal d'années de carrière, j'ai souvent vu les budgets des espaces verts des villes diminuer plutôt qu'augmenter, avec souvent une réduction des effectifs. Ce qui se traduit parfois dans certaines municipalités jusqu'à voir des massifs qui ne sont pas désherbés par simple manque de moyens. »³⁴. En effet, ces réductions financières impliquent souvent des **réductions de main d'œuvre**.

➔ De ce fait, il faut songer à de **nouvelles méthodes de travail et à de nouvelles conceptions** de l'espace public. Hormis le problème économique (incluant les effectifs et les moyens), il ne faut pas négliger le caractère, paradoxalement, « non environnemental » de la

³⁰ Cf. Figure n°2 : Les fonctions de espaces verts p.7

³¹ PERALDI M., 1985.

³² WISLER J.L., entretien oral, Nantes, 2006.

³³ Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 1989.

³⁴ GABORIAU A., www.gaboriau.com.

poussée de ces espaces verts : leur extension engendre des **coûts environnementaux**, aussi bien en terme d'utilisation des ressources en eau qu'en terme de consommation de polluants potentiels -ou avérés- tels que les phytosanitaires et les fertilisants chimiques.

La place des espaces verts dans les villes a progressivement évolué. Ces espaces, à l'origine privés, se sont peu à peu développés pour devenir des éléments structurants du maillage de la ville et relever de l'espace public. Parallèlement à leur forte extension, des préoccupations nouvelles apparaissent quant à la fonction de ces nouveaux espaces, relativement à l'impact sur l'environnement que leur mode de gestion peut générer.

Dans ce contexte, les espaces verts ont du mal à trouver leur place. Oscillant entre forte croissance de leur superficie, remise en cause de leurs fonctions et considérations environnementales grandissantes, ils occupent une position délicate. Pour satisfaire à ces exigences diverses, une nouvelle façon de penser la gestion horticole de ces espaces s'est développée : la gestion différenciée, considérée comme une alternative plus respectueuse de l'environnement.

B/ La gestion différenciée comme moyen d'intégration du développement durable au sein des espaces verts

1. Une prise de conscience politique : historique du processus

↳ Des déclarations de principes...

La Conférence de Rio de Janeiro en juin 1992 fut pour la première fois le théâtre d'une rencontre entre un grand nombre d'Etats (182) pour débattre de l'avenir de la planète³⁵. Elle donna un sens à la notion de **développement durable**³⁶ jusqu'alors demeurée assez vague. On y trouve la **notion de ville durable**. Pour Cyria Emelianoff³⁷, cette notion se caractérise par :

- le maintien d'une identité durable (renvoi à la pérennité des villes) ;
- l'offre d'une qualité de vie en tous lieux ;
- la réduction des inégalités sociales et les dégradations environnementales.

Ces principes se déclinent ainsi à une échelle quotidienne, entre autre par la **gestion rationnelle des ressources, la limitation des pollutions induites, le recyclage et la reconnaissance des potentiels écologiques des villes**³⁸.

↳ ...pour des actions concrètes

L'Agenda 21, issu de la conférence de Rio (1992), est un **programme d'actions pour le XXI^{ème} siècle**, qui intègre les **finalités du développement durable**, à savoir : la volonté de préserver les intérêts des générations futures. L'Agenda 21 est un outil de mise en cohérence des politiques sectorielles dans un projet de territoire partenarial, stratégique et global favorisant un développement intégré, solidaire et partagé. Ses principales fonctions sont la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la production de biens et de services durables, **la protection de l'environnement**. Il doit être élaboré au sein de structures permettant l'information et la concertation les plus larges possibles.³⁹

a) Les chartes pour l'environnement ou agendas 21 de première génération

La France a laissé l'initiative aux collectivités locales de développer des Agendas 21, selon la stratégie « remontante » de Rio. Avec le **dispositif des chartes pour**

³⁵ <http://www.ecologie.gouv.fr>.

³⁶ Notion apparue en 1987 dans le rapport Brundtland : développement mené équitablement au profit de tous, sans compromettre les ressources (patrimoine écologique, historique, humain...) disponibles pour les générations présentes et futures. GARNIER C., lexique in Sauvages dans la ville, 1999.

³⁷ Cyria Emelianoff a soutenu en 1999 une thèse de troisième cycle de géographie à l'université d'Orléans : "La ville durable, un modèle émergent" (Porto, Strasbourg, Gdansk), <http://www.ecologie.gouv.fr>.

³⁸ AGGERI G. et DONADIEU P., 2003

³⁹ Lexique de la DATAR, <http://www.diatr.gouv.fr>

l'environnement (circulaire de janvier 1993) -qui peuvent être considérées comme autant d'agendas 21 de « première génération »- le ministère de l'environnement a mis en place une incitation financière et des bases méthodologiques,. En France, depuis 1993, 85 collectivités territoriales représentant 10 millions d'habitants ont élaboré un tel document. Ces chartes d'écologie urbaine ou chartes pour l'environnement avaient pour objectif de mettre en œuvre une **nouvelle approche économique** dans la **gestion environnementale d'un territoire** – approche fidèle à l'esprit de Rio, c'est à dire favorisant un développement durable **intégrant les notions de coûts écologiques**⁴⁰.

b) Le lancement de la campagne des villes durables

La **conférence d'Aalborg** (Danemark) en 1994 débouche sur la **rédaction et la signature par les collectivités locales présentes, de la charte d'Aalborg**. C'est une charte des villes européennes pour un développement durable. Celles-ci s'engagent à établir un **programme stratégique local** à long terme pour le XXI^{ème} siècle, c'est-à-dire un **Agenda 21 local**. Plus de 200 collectivités locales signent la charte durant les années 1994-1995⁴¹.

C'est également à Aalborg qu'est lancée la **Campagne des villes durables européennes** qui se présente comme le réseau fédérant les villes engagées dans la préservation de l'environnement. Cette Campagne doit **encourager et soutenir les collectivités locales désireuses de se lancer dans un processus Agenda 21 local** et leur permettre de **profiter des enseignements des expériences de terrain** déjà réalisées. L'objectif que se fixe la Campagne des villes durables européennes est de créer et d'animer un réseau de villes durables européennes. L'une de ces activités consiste à éditer périodiquement un bulletin d'information à destination des villes ou organismes intéressés par la démarche Agenda 21 local.

Le **bilan de la conférence d'Aalborg est donc plutôt positif**. La charte des villes durables européennes se révèle être une initiative intéressante malgré son caractère un peu rigide qui explique, à l'époque, le faible engagement des pays du Sud de l'Europe. La signature de la charte relève d'une **démarche volontaire** ; c'est une **déclaration d'intention des collectivités locales signataires**. Le temps de la charte d'Aalborg correspond au temps de la réflexion et de la maturation d'idées, qui à l'époque, ne sont pas communément adoptées. La charte d'Aalborg ne fait notamment pas recette en France, les élus craignant les obligations. Or, la charte laisse une grande liberté d'action aux municipalités et peut, au

⁴⁰ <http://www.ecologie.gouv.fr>.

⁴¹ <http://www.ecologie.gouv.fr>.

contraire être source de progrès et d'innovation si la municipalité possède un réel projet de politique urbaine à moyen et long terme⁴².

c) Le processus d'Agenda 21 local et sa concrétisation

La conférence de Lisbonne en 1996 permet de mesurer dans les faits le chemin parcouru par les municipalités européennes dans la mise en oeuvre des principes de Rio depuis le lancement de la Campagne européenne des villes durables à Aalborg. Elle permet de **débattre des difficultés rencontrées** par celles-ci **dans l'application concrète** de ces principes. A l'époque, ce sont 233 municipalités de 27 pays européens qui ont ratifié la charte d'Aalborg et sont donc membres de la Campagne européenne des villes durables.

Deux idées fortes sont défendues par les institutions européennes qui co-organisent la conférence avec la ville de Lisbonne :

- l'importance de concevoir des Agendas 21 locaux qui offrent une application opérationnelle au concept de développement durable;
- l'importance de concevoir une **méthode et des outils de mise en œuvre** spécifiques.

L'Agenda 21 local est présenté comme un plan stratégique permettant d'intégrer l'ensemble des préoccupations de politique urbaine ; c'est un outil fédérateur pour les villes.

En France, à la lumière des plans locaux et des chartes d'environnement puis des Agendas 21 locaux, **la question de la prise en compte des préoccupations d'environnement dans le processus d'aménagement urbain a été mise à l'ordre du jour**. La conférence de Lisbonne débouche sur l'adoption du " Plan d'action de Lisbonne : de la charte à l'action " qui articule principes d'action et approches à mettre en oeuvre pour concevoir et appliquer un Agenda 21 local. L'accent est bien mis sur le passage d'une première phase de promotion de la charte, de démarchage auprès des collectivités locales et d'information sur le processus Agenda 21 local à une seconde phase d'application des principes, de démarrage du processus Agenda 21 local et d'application des plans d'action.

d) L'évaluation de la campagne

En février 2000, se tient la **troisième conférence des villes durables européennes** à Hanovre. Elle a rassemblé 1400 personnes parmi lesquelles 250 responsables municipaux de

⁴² <http://www.ecologie.gouv.fr>.

36 pays européens. La conférence se déroule sous le signe de l'élargissement de l'Union européenne. Dès la séance d'ouverture, les intervenants soulignent les enjeux de l'élargissement et l'importance du développement local pour réussir l'intégration des pays d'Europe Centrale et Orientale.

Les maires et les élus présents réaffirment l'importance de leur rôle et demande le soutien des instances européennes dans leurs actions (Appel de Hanovre). Les réflexions sont principalement axées sur la **gouvernance, les méthodes d'évaluation et les politiques intégrées**. La Commissaire européenne Madame Margot Walström présente le développement durable comme une priorité.

e) Le corpus législatif des agendas 21 locaux de deuxième génération

La loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT de 1999) incite les agglomérations et les pays à élaborer des projets de développement faisant référence au programme Action 21 de Rio. L'élaboration d'agendas 21 est maintenant encouragée par la signature de contrats particuliers dans le cadre des Contrats de Plan Etat Région (CPER). Ces programmes de développement font largement appel à la participation et au partenariat avec les acteurs privés et publics et les mesures retenues doivent permettre d'en répartir équitablement les fruits. Ils doivent favoriser des modes de production et de consommation économes en ressources (énergie, eau, sols, air, biodiversité) et socialement responsables vis à vis des populations des autres pays comme des générations futures.

Le cadre institutionnel s'est précisé au fil des années au niveau international et communautaire, comme au niveau national. La démarche Agenda 21 d'élaboration d'un projet de territoire répondant aux principes du développement durable s'appuie désormais sur des fondements législatifs. A la LOADDT, il convient d'ajouter la loi sur la coopération intercommunale (1999) et la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » (SRU, 2000) ainsi que la loi d'orientation agricole (LOA, 1999) et la toute récente loi démocratie de proximité (2002). Chacune de ces lois propose aux collectivités locales « maîtres d'ouvrage » des outils : contractuels pour la LOADDT, de planification spatiale pour la loi SRU, financiers et organisationnels pour la loi sur l'intercommunalité - outils qui favorisent, au plan local, une politique de développement durable dans le sens des orientations de Rio de 1992.

➔ Comme on vient de le voir, eu une réflexion collective et globale des institutions politiques sur les pressions exercées par la société sur l'environnement est menée. En France, elle se concrétise par la mise en place progressive d'Agendas 21 locaux. Elle reflète les préoccupations actuelles d'une partie de la population, que celle-ci soient relayées ou impulsées par les collectivités territoriales.

Dans le même temps, on a vu que la forte urbanisation d'après guerre a conduit à « fabriquer » des espaces verts sans réelle identité qui ont mené un certains nombre de villes françaises à s'interroger sur les missions des service espaces verts et sur le rôle des jardiniers. Les espaces verts, en tant que partie intégrante de la ville, sont aussi des objets de réflexions et d'actions allant dans le sens d'un développement durable. Ce fut ainsi le tournant pour penser une gestion qui intègre les principes du développement durable et redonne du sens au métier de jardinier et par la même aux espaces verts.

L'arrivée de la gestion différenciée dans la politique s'est faite par un cheminement parallèle des réflexions sur le développement durable au niveau mondial et les problèmes des services espaces verts⁴³.

2. L'apparition de la notion de gestion différenciée : historique d'un concept

Bien qu'elle n'apparaisse en France sous le nom de **gestion différenciée** que dans les années 1990, cette notion se forge sur des **concepts antérieurs**. Elle se fonde sur une **remise en cause des représentations de l'espace vert urbain**⁴⁴, dans un contexte où émergent de **nouvelles sensibilités sociales et priorités environnementales**⁴⁵.

La notion de gestion différenciée est née, en partie – vers la fin des années 1970 d'une **critique de l'art horticole** influencée par les modèles de gestion des pays anglo-saxons⁴⁶. Elle s'inspire par ailleurs des concepts d'écologie urbaine, de ville durable et des jardins en

⁴³ WISLER J.L., Entretien Nantes, 2006.

⁴⁴ Cf. Partie A/ 3. Une perte d'identification des espaces verts, p.14

⁴⁵ AGGERI G., 2001.

⁴⁶ Mouvement paysager du wild-garden, apparu en Grande-Bretagne à la fin du XIX^{ème}, qui utilise l'idée du sauvage, remettant en cause la standardisation des parterres horticoles et la géométrisation systématique des jardins développées par la société industrielle et urbaine. William Robinson (jardinier irlandais -1838-1935-) voulait remplaceait le tout horticole, conduisant à la banalisation de l'embellissement floral et aux coûts élevés d'entretien, par des jardins rustiques, intégrés aux sites. Pour lui, « Le jardin sauvage est voué aux éléments qui s'entretiennent d'eux mêmes dans le sol en place, qui sont pérennes pendant des générations si nous adaptons les plantes au sol existant » (ROBINSON W., The wild garden, 1876). Gertrude Jekyll (1843-1932), quant à elle développa le principe du « mixed-border », qui s'appuie sur l'usage de plantes autochtones, mêlées à des cultivars et à des espèces exotiques dont l'introduction est plus récente. Pour elle le jardin est « un milieu naturel aménagé, dont l'art repose sur l'observation des plantes indigènes et l'utilisation de leurs couleurs et odeurs ».

mouvement⁴⁷. Elle s'appuie sur les champs d'étude du paysage et de l'écologie. L'esthétique n'est plus le critère central, mais laisse la place à un plus grand **respect de l'environnement** et à un intérêt porté aux **dimensions économiques et sociales des espaces verts**.

a) Un contexte favorable

↳ La reconstruction d'après guerre

L'aménagement du territoire des années 1950 s'accompagne de nouvelles politiques vertes fondées sur les principes fonctionnalistes de la Charte d'Athènes⁴⁸. Il se caractérise par le recours à des techniques horticoles intensives, chimiques et mécanisées qui banalisent l'espace fonctionnel par la sélection de cultivars ornementaux.

↳ Un mouvement de réaction au « béton » par l'écologie

Dans les années 1970, se développe un soulèvement contre l'urbanisme des deux décennies précédentes. Il se traduit par⁴⁹ :

- Une réaction politique anti-technologique prônant de nouvelles priorités écologiques ;
- l'arrivée de l'écologie urbaine en France dans le milieu des naturalistes et écologues, militant pour l'étude de la ville comme un écosystème ;
- l'apparition d'un nouvel imaginaire sociétal soutenu par un mouvement politique écologiste, la Deep Ecology qui défend l'idée que des rapports harmonieux avec la nature sont la condition de liberté des individus ;
- la recherche de nouvelles références et images paysagères pour pallier à la difficulté de renouvellement de l'art des jardins.

b) Des manifestations fondatrices

Dès les années 80, on trouve quelques **villes pionnières** qui prônent une gestion écologique de leurs espaces verts : Orléans, Rennes et Paris. Ces expériences sont suivies par des **manifestions fondatrices permettant de rendre compte de ces nouvelles démarches**. Dès 1990 à Dijon, le colloque sur « la gestion écologique des parcs et jardins publics et privés », organisé par l'Association internationale des entretiens écologiques, montre l'intérêt

⁴⁷ Courant paysager développé par Gilles Clément (ingénieur agronome de formation et enseignant à l'École nationale du paysage de Versailles), pour lequel le paysage n'est pas figé, l'homme peut décider de le faire varier dans le temps et dans l'espace en accord avec la nature, il laisse les plantations « redessiner » en permanence le jardin qui aujourd'hui a forme qui ne sera pas la même au même endroit à la prochaine floraison. Il se montre donc favorable au métissage des espèces, qu'il appelle plutôt brassage, et qui s'est tissé au fil des âges. <http://fr.wikipedia.org>

⁴⁸ Cf. partie I. A/ 2. c) L'espace vert en tant qu'élément d'une politique urbaine, p.12

⁴⁹ AGGERI G., 2001

porté aux nouvelles pratiques, mais révèle certaines réticences des ingénieurs horticoles français face au «tout écologique» et à l'approche interdisciplinaire préconisée par les écologues.

Le CNFPT⁵⁰ organise à **Rennes, en 1993, un séminaire préparatoire au colloque de Strasbourg, «Espaces verts urbains : la différence écologique»**, qui regroupe des gestionnaires d'espaces verts et principalement des directeurs. L'accent est mis sur les **aspects matériels et techniques de la gestion des espaces verts en ville** (mètres carrés d'espaces à gérer, nombres d'agents, pourcentages de restrictions budgétaires, tests de matériels, techniques alternatives, etc.). Face aux réductions budgétaires auxquelles sont confrontés tous les services espaces verts de l'époque, plusieurs participants s'inquiètent d'une possible dérive économique de cette approche écologique, pour lesquels : « la gestion différenciée est une nécessité éthique avant d'être une nécessité économique ». A l'occasion de ce séminaire, une nouvelle sensibilité à la gestion écologique gagne le monde des ingénieurs des services « espaces verts » des collectivités françaises. La volonté de fédérer les expériences éparses en faveur d'un environnement naturel urbain donne lieu à des dénominations diverses de ces nouvelles pratiques, qualifiées, selon les intervenants de « gestion écologique », « gestion écologique et raisonnée », « gestion naturelle », « gestion économique », « gestion harmonique », « gestion diversifiée » ou « gestion proche de la nature. »⁵¹

En **1994**, le colloque européen de **Strasbourg « Vers la gestion différenciée des espaces verts »** entérine et **officialise le concept de la gestion différenciée**. Il reprend les aspects techniques (matériel et formation du personnel), économiques et écologiques déjà abordées en 1993. De nouvelles questions sont néanmoins soulevées sur les **outils d'évaluation et l'échelle d'application du concept**.

Afin de clarifier le concept de gestion différenciée, le CNFPT organise un autre colloque à **Strasbourg en 2000 : « Jardin 21, de la gestion différenciée au développement durable »**. Il s'agit d'**ancrer la gestion différenciée dans le contexte du développement durable**, ce qui implique de s'intéresser aux dimensions économiques, environnementales et sociales des espaces verts. Ce troisième niveau, jusqu'alors peu envisagé, définit le jardin comme vecteur de lien social. Il soulève les questions du partenariat avec le milieu associatif et de la concertation avec les habitants et ouvre les débats sur les rapports ville-campagne et la « nature périurbaine ».

⁵⁰ Centre National de Formation Publique Territoriale

⁵¹ Actes du séminaire préparatoire au colloque de Strasbourg publiés dans le supplément du n°166 de mars 1994 de *Paysage Actualités*

En 2001, il est suivi par un colloque à Arc-et-Senans : « **Le jardin et la nature dans la cité** ». Cette rencontre vise à préciser les **conditions et les enjeux actuels du jardin** et de **la nature en ville** à partir de l'expérience et des contributions de différents intervenants dans le domaine de la conception, de la pratique, et de la gestion des espaces verts. Le colloque est destiné aux professionnels de l'urbanisme, du paysage et de l'horticulture, aux responsables des collectivités locales, aux spécialistes des sciences sociales, mais aussi à tous ceux dont les activités et les passions sont proches des jardins. Trois tables rondes ont été organisées autour des thèmes suivants : le jardin comme enjeu public ; usages sociaux et citoyenneté du jardin ; et politiques vertes urbaines : de l'espace agricole au jardin.

Plus récemment -en 2005- s'est tenu, à Nice, le colloque « **La ville durable et ses territoires de nature : politiques vertes et évaluations** », organisé par le CNPFT et l'AITF⁵². L'échelle de réflexion a été étendue aux espaces naturels périphériques et non plus aux espaces verts et jardins de la ville. L'objectif était de faire le point sur l'avancé des politiques durables menées par les services en charge du paysage, des espaces verts et naturels. L'accent a été mis sur la constitution de référentiels d'évaluation des politiques vertes. Il est apparu que l'évaluation écologique reste encore peu utilisée, en raison de la pluralité des enjeux et de la difficulté à concilier l'écologie et le social dans les aménagements urbains⁵³.

➔ Grâce aux échanges et débats permis par ces rencontres, les acteurs concernés se sont mis d'accord sur une définition de cette gestion qui prend en considération de nouveaux critères et fait évoluer le métier de jardinier.

3. La définition de la gestion différenciée

La **gestion différenciée** est définie comme la **sélection d'interventions nécessaires et suffisantes pour tirer partie d'une végétation spontanée**⁵⁴. Le terme de gestion différenciée a été retenu en 1993 à Rennes, pour désigner l'adoption de **protocoles d'entretien spécifiques** selon les identités des sites. Le concept a été officialisé en 1994 à Strasbourg. Il définit une « **nouvelle approche des espaces verts publics, où la défense de notre**

⁵² Association de Ingénieurs Territoriaux de France

⁵³ FRULEUX P., 2006.

⁵⁴ AGGERI G., 2001.

environnement n'est pas seulement basée sur une autre technicité, mais sur une notion de diversité et par la même sur l'idée de respect et d'intégration des différences »⁵⁵.

Le concept fait évoluer le modèle horticole standard en intégrant un **souci écologique** à la conception et à la gestion des espaces verts. Cette gestion ouvre de nouvelles perspectives de création d'éléments évocateurs de naturel et conduit à de nouveaux symbolismes, esthétiques et plaisirs, **fondés sur le dynamisme du vivant** en opposition aux compositions florales préalablement réfléchies et plutôt statiques. Cette gestion est apparentée à une gestion alternative écologique, mêlant les **pratiques biologiques et la composition paysagère** sans compromettre l'accueil du public.

Les pratiques culturelles visent à **augmenter les potentialités biologiques** des espaces verts tout en observant une **gestion plus économe des ressources naturelles** (eau, amendement, rythme de rotation des fleurs annuelles, etc.) En créant et en préservant de la biodiversité, cette gestion apporte des **réponses globales**, d'une part, aux demandes de **fleurissement des villes** et à la **maîtrise des coûts d'entretien municipaux** ; d'autre part au **désir des citoyens** de pouvoir accéder à des espaces plus naturels au cœur des villes⁵⁶.

➔ La **gestion différenciée** -et le type d'aménagements qui l'accompagnent- est une **démarche qui s'inscrit dans le temps**. Elle se veut progressive et fait **partie des agendas 21, outils locaux de développement durable**. Ainsi, elle est souvent en **opposition avec la durée des mandats politiques**. Les élus souhaitent généralement que leurs actions soient rapidement visibles et « identifiables » par la population. L'implication et la motivation de nombreux acteurs sont alors nécessaires pour faire face aux éventuelles réticences des élus.

4. Les acteurs impliqués

Ce mode de fonctionnement apporte de **nouvelles responsabilités aux techniciens** des parcs et jardins en terme d'organisation financière et technique. De plus, les jardiniers se voient aussi responsables de leurs travaux et investis dans le suivi de ceux-ci.

L'un des objectifs de la gestion différenciée est de permettre un **travail de collaboration**. Ainsi des **partenariats** doivent-ils s'établir, non seulement **entre les différents services municipaux, mais aussi au sein du service des espaces verts**. En effet,

⁵⁵ AIVF, CNFPT, 1994.

⁵⁶ Sondage TNS-Sofres, 2004 : Les Français et leur cadre de vie. L'étude réalisée porte sur la perception des Français à l'égard de leur cadre de vie. Principaux enseignements : les Français aspirent à un contact plus fort avec la nature et se montrent favorables à un certain statu quo dans leur environnement quotidien. www.tns-sofres.com

la réussite de cette gestion différenciée repose en partie sur le **dialogue et la communication** qui en est faite, et sur l'acceptation de cette démarche par tous. Elle recourt souvent à des actions pédagogiques qui font, éventuellement, intervenir des acteurs extérieurs aux services techniques. Cette approche ne se réduit pas à l'application des politiques décidées par les élus : elle fait appel à une **démarche ascendante**, dans le sens où des idées et des remarques remontent des agents de terrain aux responsables du service.

Les **élus et gestionnaires des communes** sont à priori des **acteurs essentiels**. Ils ont la **faculté d'impulser et de soutenir** le type de gestion qu'ils veulent adopter pour le patrimoine végétal de leur commune. De plus, ils **décident des budgets** alloués et peuvent ainsi initier une gestion différenciée en accordant des fonds spécifiques.

Les **responsables des services espaces verts et les agents techniques** gèrent au quotidien l'entretien des espaces verts et le fleurissement de la ville. La responsabilité de l'application du type de gestion choisie leur incombe. Cependant, le directeur du service peut aussi être à l'origine d'une gestion différenciée des espaces verts en présentant aux élus des projets qui encouragent sa mise en place. Il est indispensable que les équipes de jardiniers soient convenablement formées afin de connaître et d'appliquer correctement les pratiques liées à la gestion différenciée.

Les **chargés d'étude** (urbanistes, paysagistes et architectes) ont la possibilité d'intégrer, ou au moins de véhiculer l'idée, d'une gestion respectueuse du milieu dans leurs projets urbains.

➔ C'est bien dans une perspective de concertation que s'élabore une démarche de gestion différenciée. Au-delà de cet aspect participatif et de la responsabilisation des agents de terrain, la gestion différenciée présente des avantages quantifiables et mesurables.

5. Des avantages certains

Les intérêts de la gestion différenciée sont nombreux et, depuis plusieurs années, spécifiés⁵⁷. Il est important que les acteurs d'un projet connaissent les bénéfices apportés par cette gestion afin de pouvoir expliquer et justifier leurs choix. Ces bénéfices sont d'ordres divers, mais renvoient tous aux principes du développement durable, dans la mesure où la gestion différenciée est véritablement envisagée selon des dimensions économiques,

⁵⁷ CARON E. et al 1998 in www.gestiondifferentiee.org.

environnementales, sociales et culturelles. Voici les avantages qui se dégagent d'un tel type de gestion :

- Paysager et esthétique : par la diversification des habitats naturels.

La gestion différenciée permet d'offrir de nouveaux paysages et de faire entrer des habitats de plus grande naturalité en ville. De plus, c'est en multipliant l'éventail des espaces verts qu'il est possible de diversifier le patrimoine biologique et le cortège des plantes et animaux sauvages associés.

- Culturel et pédagogique : par la mise en place de sentiers pédagogiques et d'actions de sensibilisation à l'environnement (visite des serres, nettoyage de printemps, chantiers éducatifs, jardins éducatifs dans les écoles).

- Ecologique : en diminuant l'utilisation de produits phytosanitaires et de fertilisants et en permettant le maintien des populations végétales et animales locales (diversité biologique).

- Economie de temps et optimisation du travail.

A long terme, la gestion différenciée demande moins d'entretien, car une plus grande place est laissée au rythme biologique et à la dynamique naturelle des végétaux. Le jardinier doit s'adapter aux évolutions de la végétation plutôt que d'en contraindre les compositions. Ainsi peut-il entretenir une plus grande surface. L'idéal serait « d'entretenir autant que nécessaire, mais aussi peu que possible »⁵⁸.

- Financier : en limitant les dépenses d'entretien.

En effet, cette gestion préconise la diminution, voir l'arrêt, de l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires. Elle conseille un entretien mécanique plutôt que chimique.

La diminution des coûts d'entretien est souvent le principal critère, au détriment des préoccupations environnementales, de choix des collectivités, même s'il existe une volonté de mettre en place une politique axée sur la qualité du cadre de vie.

⁵⁸ CERTU, 2001.

➔ Néanmoins, bien que les avantages soient reconnus et approuvés, ce n'est pas sans difficulté que se met en place une telle gestion au sein d'une collectivité. Plusieurs obstacles surgissent, humains ou techniques, dont la connaissance au préalable permet l'anticipation.

6. Les contraintes engendrées

a) *Sensibiliser et écouter la population*

L'évolution de la méthode d'entretien nécessite une information **ciblée et un dialogue permanent avec la population**. En effet, d'après le guide du CERTU, « une modification soudaine de la structure et de la gestion d'un espace vert à des répercussions immédiates sur l'attitude de la population locale ». Le passage d'un environnement « connu » à un « inconnu » est **source d'inquiétude pour les usagers**. Cette peur de l'inconnu est particulièrement visible dans les rapports que l'homme peut entretenir avec la nature⁵⁹. F. Terrasson insiste sur la vision animiste de l'homme. Dès que l'homme semble ne plus pouvoir contrôler la nature, il s'en méfie.

Les principaux champs d'action en direction de la population sont **l'information et la concertation**. Au départ, un **entretien différencié** est souvent **associé à une baisse de qualité esthétique** des parcs et jardins publics. Il est perçu comme un **laisser-aller** et une **dégradation** de la qualité de vie. Les **prestations des agents** peuvent être **perçues négativement**, ce qui rejaillit sur le service gestionnaire et, par conséquent sur la politique environnementale de la municipalité. La **Crainte d'un mécontentement de la population** - tel qu'en ont essuyé certaines municipalités lors de la mise en place d'une gestion différenciée - expliquent sans doute, en partie, les réticences des municipalités à opter pour de mode de gestion.

C'est pourquoi il est absolument nécessaire de **présenter -aux usagers- le volet horticole de cette nouvelle gestion** qui **réduit les pollutions** entrantes (engrais, phytosanitaires...), et **économise les ressources** en eau, tout en conservant, un **aspect fleuri et entretenu** des jardins et massifs.

Des **actions de communications préalables** sont indispensables pour **informer l'opinion publique sur les raisons** qui conduisent à opérer des changements dans le traitement paysager des espaces verts de leur ville. Il est aussi nécessaire **d'être à l'écoute des riverains** pour répondre pertinemment à leurs interrogations.

⁵⁹ TERRASSON F., 1997.

b) Convaincre et former le personnel

Avant toute choses, des **actions** doivent se mettre en place **en direction du personnel**. Les premières personnes concernées par une nouvelle politique de gestion sont celles qui vont la mettre en œuvre et la vivre au quotidien. Il est donc primordial de les informer sur cette nouvelle manière de penser et de les **former aux techniques** qu'elle implique. La gestion différenciée **remet en cause certaines habitudes professionnelles** et fait appel à des connaissances en écologie fondamentale, ainsi qu'aux **potentialités biologiques des sites**, souvent méconnues des agents. Le changement de gestion est à présenter comme une source d'enrichissement pour chacun, et non comme une perte de savoir faire.

De plus, la pratique de cette gestion plus respectueuse de l'environnement implique l'emploi d'un **matériel spécifique**. L'acquisition d'un matériel adapté engendre **un coût pour la collectivité**. Il est nécessaire de sensibiliser les agents à ces nouveaux moyens techniques et, surtout, d'en exposer les avantages.

c) Une nécessaire évaluation

Tout au long de cette démarche, il est intéressant d'effectuer **un suivi par des indicateurs financiers, biologiques et sociaux** permettant **d'évaluer l'efficacité et acceptabilité du dispositif** mis en place et, ainsi, d'ajuster et de corriger les actions. Chaque ville détermine les indicateurs qui lui semblent les plus appropriés en fonction des résultats attendus et des moyens dont elle dispose. Ce peut être :

- l'évolution des consommations en produits phytosanitaires et engrais (représentative à la fois de critères financiers et biologiques) ;
- les fiches de temps de travaux avec le nombre d'heures passées par tâche ;
- les échanges avec la population, qu'ils se fassent soit de façon directe avec les agents du service espace vert lorsqu'ils travaillent, ou par courrier adressé au service, ils permettent de prendre en compte les remarques des riverains, leurs interrogations et leurs attentes et, par la suite, de cibler les campagnes de communication sur des points incompris, et donc mal acceptés.

➔ Lors du colloque « Jardin 21, de la gestion différenciée au développement durable » en 2000, un élu de la commune d'Hazerbrouck (région Nord Pas de Calais) résume son expérience en ces termes : « **La mise en place de la gestion différenciée a réclamé de lourds investissements (vite amortis), la formation du personnel et un gros travail de**

communication. » Tels sont les principaux obstacles à franchir, une fois décidée la mise en place d'une telle gestion.

L'arrivée de la gestion différenciée dans les politiques publiques s'est faite par la conjonction de deux phénomènes. D'une part, on assiste à des réflexions au niveau mondial sur le développement durable et les impacts des villes sur l'environnement. De l'autre, l'augmentation du nombre d'espaces verts dans les villes françaises, suite à la forte urbanisation d'après guerre, a conduit à des questionnements internes au sein de certains services espaces verts. C'est ainsi, qu'apparaît vers les années 1980, une nouvelle approche du traitement des espaces verts publics, qui intègre les problématiques écologiques : gestion des ressources, limitation des pollutions, augmentation de la biodiversité. Cette démarche s'est officialisée et concrétisée sous le terme de gestion différenciée.

Ces nouvelles pratiques, par les avantages qu'elles véhiculent, paraissent répondre aux nouvelles attentes des collectivités et de la population en termes environnementaux et sociaux. Néanmoins, on s'aperçoit des difficultés d'acceptation des changements qu'elles nécessitent. C'est une démarche qui exige une large participation de tous. Elle ouvre au dialogue et à la concertation entre les différents acteurs : population, employés, élus.

C. Problématique de la recherche

1. Différentes interprétation de la notion de gestion différenciée

Dans un contexte où la **prise de conscience des enjeux de préservation de l'environnement** est collective et grandissante, les collectivités jouent un rôle central et exemplaire dans la mise en application des principes développés à Rio. Ces principes sont à décliner au travers d'actions diverses : nous nous intéresserons ici aux **modes de gestion des espaces verts publics urbains**.

Le concept de gestion différenciée, au vu des réflexions toujours croissantes sur le développement durable, a évolué depuis son officialisation en 1994. Il en intègre aujourd'hui toutes les composantes. Cependant, dans certains cas, une certaine **incompréhension demeure**, et les choix qui sont faits d'une gestion différenciée répondent souvent **d'avantage à une volonté de réduction des coûts d'entretien**, qu'à un souci de respect de l'environnement. A l'inverse, certaines collectivités identifient la gestion différenciée à une **gestion exclusivement environnementale**, la réduisant à la « non utilisation » de produits phytosanitaires.

Ces malentendus conduisent à observer de nombreuses expériences où l'application de la gestion différenciée se limite à des espaces naturels périurbains. D'après un élu de la commune d'Hazerbrouck⁶⁰, « souvent, une **confusion des termes** intervient entre gestion différenciée et gestion extensive⁶¹, ce qui pousse les communes à n'envisager la gestion différenciée qu'en zone périurbaine. Mais cela est aussi révélateur du **refus culturel** d'utiliser une **nature plus sauvage pour les espaces de centre ville**. Pour certaines personnes, ils ne sont pas compatibles avec le développement de la nature ».

Qu'en est-il pour les espaces verts au cœur des villes ? N'est-il pas possible de diversifier les gestions au sein des espaces verts urbains ? Au vu des expérimentations, ce modèle de gestion peut-il s'appliquer aux espaces verts urbains, et, plus spécifiquement aux jardins publics, lieux fréquentés par la population ?

Actuellement, certaines agglomérations ont opté pour une gestion différenciée de l'ensemble de leurs espaces verts, telles les villes de Nantes, Bourges, Cholet ou Rennes et de nombreuses communes de la région Nord Pas de Calais. D'autres conservent une gestion plus classique. On peut alors se demander **quels sont les facteurs d'incitation ou de blocage à la mise en œuvre de la gestion différenciée au sein d'une ville**.

⁶⁰ Jardin 21, de la gestion différenciée au développement durable, Strasbourg 2000.

⁶¹ Culture extensive, effectuée sur des grandes surfaces, sans apport d'engrais, et dont le rendement est assez faible, <http://www.mairie-emerainville.fr/images/espaceverts/dlc/glossaire.htm>

2. Les hypothèses avancées

L'hypothèse principale est d'ordre politique. On suppose que les **politiques publiques** et la **volonté** de l'équipe municipale déterminent le type de gestion appliqué pour les espaces verts. De cette façon, pour s'orienter vers cette stratégie, les acteurs doivent avoir une « responsabilité écologique » ; une **sensibilisation et une implication environnementale** qui leur permettent de soutenir la démarche.

Par ailleurs, il semble que la **définition et l'interprétation faite par les acteurs de la notion de gestion différenciée diffèrent**. Il résulte alors une **appropriation et une mise en œuvre du concept très variée**.

2^{EME} PARTIE : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : COMPARAISON DES VILLES DE TOURS ET NANTES

La méthodologie adoptée afin d'éclairer les questionnements soulevés suite aux recherches bibliographiques est de deux ordres. Tout d'abord, l'étude des pratiques au sein des espaces verts implique de définir sur quel type d'espace les réflexions vont être menées. Puis, après avoir retenu les deux villes pour l'étude, pris connaissance de leur patrimoine végétal et du fonctionnement de leur service espace vert, ce sont les rencontres avec quelques acteurs des services qui vont permettre de comprendre et d'approfondir les orientations de chaque commune en matière de gestion des espaces verts.

A/ Les moyens de l'étude

1. Rencontres et entretiens avec des acteurs des services espaces verts

Afin de mieux appréhender la gestion des espaces verts, il est important de **connaître l'organisation du service des espaces verts** des villes étudiées et de **rencontrer des personnes à différents échelons** de ces services. Les jardiniers ont-ils une place dans les prises de décisions, ou toutes les consignes viennent-elles des élus ? De qui dépend le mode de gestion appliquée aux espaces verts dans ces villes : d'une seule personne ou d'une réflexion concertée ? Les réponses à ces interrogations viendront éclairer et étoffer la réflexion. C'est un « pénétrant » le dispositif des services que nous comprendrons les **modes de pensées et d'actions et trouverons les réponses à ces interrogations**.

Il est intéressant de **recueillir les visions** aussi bien des responsables que des agents de terrain afin de ne pas se cantonner aux **directives données** par les supérieurs hiérarchiques, et de tenir compte de **l'approche sensible et pratique** des personnes qui réalisent et vivent au quotidien ces espaces. Les directives sont-elles réellement appliquées ? Comment sont-elles perçues, traduites et interprétées ?

Une série d'**entretiens semi-directifs et d'échanges spontanés** avec les responsables des services et avec les agents ont permis de comparer les visions et d'appréhender les interprétations des techniciens et des agents relatives aux orientations décidées par la hiérarchie.

Au gré des disponibilités des équipes, nous avons pu **suivre une équipe de jardiniers** de la ville de Nantes pour voir comment se déroule leur quotidien, et observer si l'adoption d'une gestion différenciée a **des répercussions et comment** celles-ci se concrétisent dans leur travail quotidien.

2. Construction des questionnaires

Afin de permettre une comparaison des approches, les questions de départ doivent être identiques. Au gré des réponses, les discussions peuvent évoluer et se détacher de la question de départ, mais un fil conducteur est là pour recadrer l'échange. C'est dans cette perspective que le questionnaire a été construit (*Cf. Annexe 1*). Il est basé sur quatre thématiques, que sont :

- Les politiques et orientations de gestion des espaces verts de la ville
- Le service espaces verts de la ville
- Données techniques
- Les espaces verts et le développement durable

Les questions posées laissent place à des réponses ouvertes et personnelles, toujours dans l'objectif de percevoir le point de vue de l'interlocuteur. Aucun choix de réponse ne lui est proposé afin de ne pas l'influencer. De cette façon, on espère recueillir le ressenti personnel des employés interrogés.

L'ordre des questions a été pensé pour terminer avec des témoignages plus personnels sur les pratiques et les visions de chacun sur le lien existant entre espaces verts et développement durable. Les premières questions, relativement neutres, permettent de mettre en confiance l'interlocuteur et de créer un climat favorable à la discussion.

Les entretiens avec les responsables techniques ont duré environ trois heures et ceux avec les agents de terrain une heure.

L'étude repose sur la comparaison de deux villes : Nantes, qui a opté pour une gestion différenciée de ses espaces verts, et Tours, où rien ne laisse entrevoir une prise de position dans ce sens. Les critères démographiques, économiques et géographiques présentent des différences non négligeables, mais la comparaison paraît cependant pertinente au regard de la visibilité de l'orientation de chacune de ces villes en matière de gestion des espaces verts. Il est **intéressant d'essayer de comprendre, d'une part, les mécanismes qui ont incité Nantes à se diriger vers un entretien qu'on pourrait qualifier « d'écologique », et d'autre part quels sont les freins à des pratiques similaires à Tours.**

B/ Présentation des cas d'étude : les villes de Tours et Nantes

1. Des villes d'ampleurs différentes

Les villes de **Tours et Nantes** présentent, sur **certains points des différences** considérables, lesquelles pourront influencer sur les conclusions finales.

La taille de la ville et sa localisation géographique ont-elles des conséquences sur la gestion des espaces verts municipaux ? Ces critères, même s'ils ne sont pas la base de la réflexion, sont à prendre en considération car ils apportent des limites à l'étude. En effet, selon leur importance, les villes n'ont pas les mêmes moyens pour gérer leur patrimoine, qui lui aussi varie en fonction de la taille et du développement de la ville. Ainsi, avant d'analyser de plus près les espaces verts de ces deux villes, nous présenterons les principales caractéristiques géographiques et démographiques de celles-ci.

a) Situation géographique

Capitale administrative de la région des Pays de la Loire et préfecture du département de Loire-Atlantique (44), Nantes se situe à 50 km à l'est de l'embouchure de la Loire, au carrefour de la Bretagne, de l'Anjou et de la Vendée. Fluviale et océane, la ville s'élève à l'endroit même où les eaux de la Loire et de ses affluents se mêlent à celles de l'Atlantique.

La ville de Tours se trouve aussi le long de la Loire, à environ 200km à l'Est de Nantes. Deuxième ville la plus importante de la Région Centre, c'est la préfecture du département d'Indre et Loire (37).

Les villes sont **toutes deux situées le long de la Loire** : elles occupent une position stratégique, laquelle leur a permis un important développement, très tôt dans l'histoire, grâce au transport fluvial de marchandises.

b) Le climat : quelques différences aux conséquences peu prononcées

Le climat peut être un facteur déterminant le type de végétation présent dans les villes et donc influencer la composition des espaces verts.

Données climatiques	Tours	Nantes
Ensoleillement	1 845 h / an	1 956 h / an
Précipitations	684 mm / an	789 mm / an
Température moyenne annuelle	11.1°	12°

Figure n°3 : Comparaison de données climatiques entre les villes de Tours et Nantes

Source : <http://www.meteofrance.com>

Sur un relief relativement doux, le **climat de la région nantaise est tempéré océanique**. Il est fortement **influencé par la proximité de la côte** et ne marque pas de grandes différences d'un lieu à un autre. Les éléments climatiques à retenir sont des **hivers doux et pluvieux et des étés chauds sans excès**. Ces particularités s'expliquent par la présence de l'océan tout proche. **L'influence de ce climat océanique** est favorable à la végétation.

Le **climat d'Indre-et-Loire** est un **climat océanique dégradé**, de par son éloignement à l'océan. Il est caractérisé par des **températures douces et une répartition régulière des précipitations**.

Les deux villes ne présentent donc **pas de différences climatiques majeures**.

c) Données démographiques

Afin d'avoir une vision globale des villes étudiées, il est intéressant de regarder leur importance démographique et leur développement. Ces éléments peuvent influencer sur les politiques choisies par la ville.

Evolution de la population	Tours	Nantes
Population (1999)	132 677 hab.	270 343 hab.
Taux annuel moyen de variation de la population 1990 - 1999	+ 0,2%	+ 1%
Rang national (population)	26 ^e	6 ^e
Superficie	34,36 km ²	65,19 km ²
Densité de population	3 861 hab. / km ²	4 147 hab. / km ²
Revenu moyen par ménage	15 550 €/ an	17 595 €/ an

Figure n°4 : Données démographiques des villes de Tours et Nantes

Source : <http://www.insee.fr>

D'après les données du recensement de 1999, la ville de Nantes compte environ deux fois plus d'habitant que Tours, pour une superficie presque deux fois plus grande.

➔ Qu'en est-il des espaces verts respectifs de ces municipalités ? Quelques chiffres permettent d'apporter des réponses et de repérer -en dépit de différences de superficie, de population et de croissance- des points communs relatifs au fonctionnement des services et à leurs missions.

2. Les villes et leurs espaces verts

Voici quelques données comparatives sur certains éléments relatifs aux services espaces verts de chaque ville. Ils permettent une première approche de leur constitution.

LES ESPACES VERTS EN QUELQUES CHIFFRES ...		
	Tours ⁶²	Nantes ⁶³
Dénomination du service	Service des Parcs et Jardins	Services des Espaces Verts et de l'Environnement (SEVE)
Personnel	222 agents	427 agents
Surface totale entretenue (en hectares)	716 ha (hors forêts de Preuilly-sur-Chaise et Azay-le-Ferron, avec : 1016ha)	1000 ha
Superficie d'espaces verts urbains (en hectares)	339 ha	95 parcs et squares : 218 ha
Arbres d'alignement	13 200	19 468
Aires de jeux pour enfants	48	71
Superficie de surfaces fleuries et massifs saisonniers	8 500 m ²	11 740 m ²
Production florale par an	433 000 plantes	1 millions de plantes
Budget (en 2004)	1 846 634 € dépenses d'investissement ⁶⁴ 784 501 € dépenses de fonctionnement ⁶⁵ (on ne connaît pas le % du budget de la ville)	2 829 125 € dépenses d'investissement 16 847 637 € dépenses de fonctionnement Soit 2 % des dépenses d'investissement de la ville et 6 % de celles de fonctionnement
Surface d'espaces verts par habitant (en hectare)	54 m ² (ne comprend pas les forêts domaniales hors de la ville)	37 m ²

Figure n°5 : Données comparatives sur les espaces verts des villes de Tours et Nantes

Ces premiers chiffres révèlent des **différences dans les moyens mis en œuvre** par les deux services. Celles-ci sont à mettre **en relation directe avec la taille des services, leurs moyens humains et financiers**. Il y a quasiment deux fois plus de personnel dans le service

⁶² Rapport d'activités du Service espace vert, 2004, Mairie de Tours.

⁶³ www.jardins.nantes.fr

⁶⁴ Le budget d'investissement permet la création de nouveaux espaces, l'amélioration de ceux existants.

⁶⁵ Le budget de fonctionnement comprend les dépenses d'entretien, d'achat de matériel et de fournitures, les salaires du personnel.

espaces verts de Nantes du fait de la superficie à entretenir. Il en découle une production florale plus importante, plus d'arbres d'alignement et d'aires de jeux. Il faut aussi noter que la **comparaison est délicate pour les superficies** car nous ne savons pas exactement quels sont les **espaces comptabilisés**. Par exemple, pour la superficie entretenue à Nantes, il n'y a pas de précisions sur la nature des espaces pris en compte et la limite géographique considérée. Les forêts périurbaines sont-elles intégrées ? Il faut donc **considérer avec prudence les données concernant les surfaces d'espaces verts par habitant**. D'autres facteurs peuvent être pris en compte, comme l'accessibilité aux sites par la population. Un espace éloigné de 20 kilomètres de la ville doit-il toujours être regardé comme un espace vert urbain ?

a) Etat des lieux du patrimoine végétal de Tours

La municipalité tourangelles est plutôt bien **fournie en végétation** et tend à développer son potentiel à travers de nombreux projets de création et de rénovation d'espaces verts. D'après Sylvie Roux, adjointe au maire en charge des parcs et jardins, de l'urbanisme et du patrimoine⁶⁶, « Tours à la chance, le privilège, de posséder plusieurs jardins historiques de grande qualité ainsi que de nombreux parcs et jardins bien répartis sur l'ensemble de la ville ». Depuis longtemps, la ville jouit d'une renommée de « **Jardin de la France** »⁶⁷, au regard de la diversité des espaces de végétation naturelle et artificielle dont elle dispose et de sa localisation à proximité de nombreux châteaux de la Loire.

Les **deux cours d'eau** qui traversent la ville - **la Loire et le Cher** – la dotent d'un **patrimoine « naturel »**, dans le sens où se développe une végétation spontanée différente de celles des parcs et jardins. Les rives sont bordées d'arbustes et d'arbres et les nombreux bancs



de sables des cours d'eaux -principalement sur la Loire- développent une **abondante végétation**. Les Tourangeaux apprécient ces espaces, qu'ils considèrent comme des **lieux d'évasion de la ville**. Afin que la population profite pleinement de ces espaces de nature, les bords de Loire et les rives du Cher ont été aménagés pour permettre une **circulation douce** à vélo et à pied.

Photo n°1 : Chemin piéton en rive droite de la Loire
Prise de vue personnelle, 2005

⁶⁶ Tours info, Avril 2006

⁶⁷ BERLUCHON L., 1948

De façon complémentaire, comme dans la plupart des villes, on trouve une nature artificielle, plantée par l'homme. Elle s'exprime :

- par les arbres d'alignement liés aux grands axes de circulation -notamment les boulevards Heurteloup et Béranger, qui constituaient autrefois des mails- et aux bords du fleuve;
- au sein des espaces d'accompagnement de voiries et de bâtiments ;
- par les parcs aménagés en bordure des cours d'eau ;
- par la création de jardins familiaux ;
- au sein des parcs et jardins urbains, dont un grand nombre sont considérés comme des jardins historiques, tels le Jardin des Prébendes, le Jardin François Sicard, le Jardin Botanique, ou le Jardin de la préfecture, tous conçus aux environs du XIX^{ème} siècle. Forts de leur ancienneté, ils apportent une présence végétale importante dans le centre ville.



Photo n°2 : Jardin François Sicard
Prise de vue personnelle, 2005



Photo n°3 : Jardin des Prébendes
Prise de vue personnelle, 2005

Cette liste non exhaustive des espaces verts de la ville rappelle, succinctement, la diversité d'espaces observable dans une ville⁶⁸. La liste complète des espaces verts se trouve en annexe ainsi que la carte de leur localisation (*Cf. Annexe 2 et 3 : Carte de localisation et Liste des espaces verts*).

⁶⁸ Cf. Figure n° 1: Typologie des espaces verts p.6

a) *La végétation nantaise en évolution avec les attentes sociétales*

A Nantes, ville de confluence, l'eau est intimement liée à l'histoire de la ville. La Loire, l'Erdre, la Sèvre constituent ainsi de véritables corridors écologiques. Ces cheminements naturels ont fait l'objet d'aménagement de sentiers piétonniers, et tendent ainsi à tracer un véritable réseau de communications, aussi bien pour les piétons, que pour la flore naturelle et la faune sauvage, que l'on peut côtoyer jusqu'au coeur de la ville⁶⁹.



Photo n°4 : Jardin botanique
Réalisation personnelle, 2006

Nantes est également caractérisée par « une politique d'excellence en matière de parcs et jardins, et une tradition horticole de renommée internationale »⁷⁰. Aujourd'hui, **95 parcs et jardins** présentent une grande variété d'espaces accessibles à tous (parcs à l'anglaise, serres tropicales, jardins familiaux...).

Il faut également mentionner une tradition toujours vivante de **jardins familiaux**. 785 parcelles sont actives aujourd'hui dans 15 sites, et la demande reste très forte. Leur développement se poursuit, avec des ensembles plus modestes -de 10 à 20 parcelles- articulés aux réseaux d'équipements de proximité.



Photo n°5: Jardins familiaux au parc de la crapaudine
Réalisation personnelle, 2006

Nantes, enfin, accorde une **place privilégiée à l'arbre** dans les parcs, le long des rues et des boulevards. Le plan d'occupation des sols de 1993 avait initié une politique forte de protection des arbres. 20 000 arbres dans les espaces publics et plus de 200 000 au total sur le territoire de Nantes ont été répertoriés. Des espaces boisés ont permis d'inscrire durablement l'arbre dans le paysage nantais (*Cf. Annexe 4 et 5 : Carte de localisation et Liste des espaces verts*).

⁶⁹ <http://www.nantes.fr>

⁷⁰ <http://www.nantes.fr>

Dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, les parcs, jardins et espaces verts nantais ont régulièrement augmenté leurs surfaces⁷¹ :

- 415 ha en 1977 ;
- 645 ha en 1987 ;
- 850 ha en 1997 ;
- 1000 ha en 2005.

S'adaptant à l'évolution de la société, les nouveaux espaces verts nantais privilégient, aujourd'hui, les espaces sportifs, les aménagements à caractère pédagogique, les équipements à caractère social, les zones de loisirs et les espaces naturels, tels que les promenades le long des rivières et des ruisseaux.

➔ Ces éléments ne sont cependant pas suffisants pour comprendre les axes de développement des deux villes. L'étude de l'organisation des services espaces verts et des méthodes de travail appliquées permettront de les expliciter, et les enquêtes réalisées auprès des employés, de les approfondir.

1. Des similitudes dans l'organisation des services

a) *Une ressemblance étroite des organigrammes*

Au-delà de la **structure hiérarchique** des services des collectivités territoriales, qui - - dans un souci de lisibilité et de répartition des missions- se ressemble beaucoup d'une ville à l'autre- les organigrammes des villes de Tours et Nantes ne font pas exception à la règle (Cf. *Annexe 6 et 7 : Organigrammes des villes de Tours et Nantes*)- les **responsabilités** et les **interrelations au sein des services** peuvent différer.

En ce qui concerne **l'entretien et la réalisation des travaux** des espaces verts, chaque ville est divisée en **trois secteurs géographiques**, appelés subdivisions (Cf. *Annexe 8 : Carte des secteurs des Nantes*), regroupant eux-mêmes plusieurs secteurs ou sections. Ces secteurs comprennent plusieurs quartiers dont les espaces verts sont gérés par une équipe spécifique. A la tête de cette équipe : un agent de maîtrise en charge de la gestion des agents de terrains et de la coordination des opérations.

A Nantes comme à Tours, **la production florale** est majoritairement **réalisée en régie**. Les services disposent d'une **cellule de production horticole** où différencier la production

⁷¹ www.jardins.nantes.fr

florale, les décors floraux, les pépinières et les serres des jardins botaniques. La présence **d'un jardin botanique** engendre un personnel spécifique apte à gérer les collections florales, le jardin lui-même et les éventuels animaux (comme à Tours).

Chaque ville a un **bureau d'étude** où travaillent des paysagistes, en charge de la conception des travaux ainsi qu'une branche en charge des moyens techniques communs (maintenance, magasins, transport).

Nantes présente la particularité de détacher une partie de son personnel dans une section baptisée « **Relation au public** ». Celle-ci se partage entre l'animation et l'accueil/surveillance du public. La communication est un domaine auquel le SEVE porte une attention particulière.

b) Des compétences et des missions communes

Les agents des deux services espaces verts travaillent à l'accomplissement des missions suivantes :

- **maintenance et gestion des espaces verts** et des **aires de jeux municipaux** : parcs, jardins, squares de quartiers, groupes scolaires, cimetières, plantations d'alignement, terrains de sport, plaines de jeux, etc. ;
- **fleurissement de la ville** : production en régie de plantes à massifs, arbustes et herbacées permettant la décoration des espaces verts et le renouvellement saisonnier des massifs fleuris à l'automne et au printemps. La production doit également satisfaire aux besoins en décorations florales des réceptions officielles, aux décors permanents des établissements municipaux et à la location de plantes vertes à diverses associations ;
- **conception, réalisation et rénovation** d'espaces verts et d'aire de jeux : en régie ou par une entreprise ;
- **valorisation du patrimoine vert** au moyen **d'actions pédagogiques, d'expositions florales** ou de **manifestations** durant lesquelles les services représentent leur ville ;

Une mission particulière –commune aux deux villes- consiste à gérer le Jardin botanique, ses relations avec le monde scientifique et professionnel, ainsi qu'à familiariser le public avec de nouveaux végétaux.

Le SEVE de Nantes communique également sur sa mission de **protection de l'environnement végétal**, notamment au cours de l'élaboration des plans d'occupation des

sols et des avis qu'il émet lors de l'attribution des permis de construire. Il est systématiquement consulté lors d'un projet d'aménagement, signe d'une volonté de concertation entre les différents services municipaux.

c) Un héritage culturel prégnant

↳ Tours, une réputation de « Jardin de la France »

Tours, capitale de la Touraine -région qualifiée de « **Jardin de la France** », pour la qualité de ses terres légères, sablonneuses et riches en limon, et la douceur de son climat tempéré- a toujours témoigné un attachement particulier à ses parcs et jardins. L. Berluchon décrivait la Touraine comme un « pays d'équilibre et de mesure, où se mêlent des influences multiples ; le fleuve apporte un courant d'air qui rend les hivers humides, les printemps précoces et les étés secs et prolongés ». On assiste, écrit-elle, à un « **régionalisme dans les architectures de verdure et de fleurs** »⁷², liés aux conditions naturelles et aux influences artistiques et techniques. Ancienne cité Gallo-romaine, puis capitale du royaume de France, Tours -située au coeur du Jardin de la France⁷³- bénéficie d'une **situation remarquable dans la Vallée de la Loire**. Sa **situation géographique** et son **histoire** ne seraient pas sans influencer la conception des jardins selon les Tourangeaux. « On constate une **prégnance importante du paysage ligérien avec ses châteaux** et les jardins bien organisés »⁷⁴.

↳ Une forte culture horticole des nantais

Nantes cultive historiquement la **tradition horticole** depuis la naissance du Jardin des Apothicaires en 1688, date à laquelle une ordonnance royale de Louis XV impose aux capitaines des navires de rapporter des plantes de leurs lointains périples. Le premier magnolia arrive à Nantes en 1711. Le climat doux, l'influence océanique et la qualité des sols dépourvus de calcaire permettent l'acclimatation de nombreux végétaux importés par les navigateurs, parmi lesquels le camélia, le tulipier de Virginie, ou le séquoia.⁷⁵ Au cours des siècles, grâce au **soutien des maires de Nantes** –dont **certain furent des botanistes ou des horticulteurs avertis**⁷⁶-, la tradition horticole d'introduction et de conservation s'est perpétuée et le patrimoine vert de la ville s'est enrichi et diversifié. D'après F. Barret⁷⁷, cette

⁷² BERLUCHON L., 1947.

⁷³ <http://www.ligeris.com>

⁷⁴ DUCHÊNE, Entretien Tours, 2006

⁷⁵ SEVE, 1985.

⁷⁶ René Darquistade (1735-1736), Gérard Mellier (1720-1730), Ferdinand Favre (1832-1848), www.wikipédia.fr

⁷⁷ Responsable du bureau d'études au SEVE de Nantes.

tradition horticole est devenue une **véritable culture partagée** par tous les jardiniers, professionnels et amateurs; « de nombreux jardiniers adorent les collections florales ».

C'est donc avec quelques précautions que la gestion différenciée a été abordée au sein du service espaces verts. Elle **remettait en cause les savoir-faire traditionnels qui faisaient la fierté des jardiniers nantais**, dont F. Barret souligne « l'attachement à la « propreté » ». Cette gestion, interprétée de **prime abord** comme **perte de qualification et de métier**, ne devait donc pas être imposées aux jardiniers - qui l'auraient vécu « comme un électrochoc »⁷⁸ - mais au contraire s'inscrire dans une démarche dans laquelle ils soient **acteurs à part entière** et dont ils comprennent les enjeux.

Quand bien même les deux villes choisies comme cas d'étude présentent des différences dans leur développement, chacune d'elle jouit d'une dimension historique et culturelle qui lui est propre.

Notre étude porte sur le fonctionnement des services espaces verts, qui -de prime abord- affichent des similitudes dans leur organisation et leurs missions. Elle se justifie par les besoins identiques des populations auxquels les services s'efforcent de répondre, à savoir : détente et esthétisme.

Nous allons, à présent, étudier les moyens employés pour atteindre les résultats escomptés. Ce ne sont pas uniquement les missions présentées qui nous permettent de comprendre comment s'envisage la gestion des espaces verts au quotidien mais aussi l'appropriation et l'application qui est faite par les employés de ces objectifs.

⁷⁸ BARRET F., Entretien 2006.

3^{EME} PARTIE : ANALYSE DES FACTEURS D'INCITATION A LA MISE EN PLACE DE LA GESTION DIFFERENCIEE AU SEIN DES ESPACES VERTS URBAINS

A/ Des engagements différents en matière de développement durable : le rôle de la sensibilité environnementale des acteurs

1. Au niveau politique

a) *Nantes, un intérêt pour l'environnement de longue date*

La ville de Nantes **se préoccupe des problèmes d'environnement** depuis maintenant plusieurs années. Elle s'engage, en **signant en 1997 la Charte européenne des villes durables**, à s'orienter vers un développement durable. Cette volonté se concrétise en **1999 par le projet d'Agenda 21 local**, lequel figure parmi les premiers réalisés en France. La mise en place de l'Agenda 21 a orienté la ville de Nantes vers une **politique environnementale** qui vise à « avoir une empreinte écologique la plus faible possible » et à permettre de « concrétiser les réflexions menées au sein des services »⁷⁹. Un « correspondant agenda 21 » était présent dans chaque service de la ville afin d'assurer le compte rendu des décisions et leurs suivis. L'une des thématiques abordées était « la gestion optimisée⁸⁰ des espaces verts »⁸¹.

✎ Un soutien des hommes politiques

Pour J.L. Wisler, responsable du secteur centre ville, l'arrivée de la gestion différenciée dans la politique s'est faite par un **cheminement parallèle des réflexions sur le développement durable, au niveau mondial, et des préoccupations exprimées par les services espaces verts**. Les **réflexions internes** ont été **fortement encouragées « par les élus de l'époque, dont la sensibilité à l'environnement a joué énormément »**⁸². Les idées émanaient du service et étaient supervisées par les élus de l'époque, en particulier **J.C. Demaure, conseiller municipal, adjoint délégué à l'environnement, écologue de formation, fortement impliqué dans la protection de l'environnement**. Il est, par exemple, à l'origine de la création, en 1997, du Conseil consultatif nantais de l'Environnement, qui proclama, « Le 21^{ème} siècle sera écologique ou ne sera pas ». Même si ce conseil n'aura duré que trois ans et, selon certains, aura « passé du temps à tenter de redéfinir ses missions et

⁷⁹ WISLER J.L., 2006.

⁸⁰ Terme défini par le SEVE pour mieux s'approprier le concept de gestion différenciée

⁸¹ <http://www.agenda21france.org>

⁸² BARRET F., entretien 2006.

prérogatives »⁸³, il aura néanmoins montré une volonté de prendre en considération l'environnement et d'impliquer les citoyens dans les réflexions. Dans un autre article paru dans la revue « le lien horticole » du 28 mai 2001, J.C. Demaure témoigne de sa sensibilité environnementale, et rappelle l'appui et les encouragements qu'il a apportés à la ville de Nantes lors de la mise en place de la gestion différenciée.

Comme le rappelle J.L. Wisler, « aujourd'hui les élus comprennent les intérêts de protéger l'environnement mais pour les **villes pionnières**, telle Nantes, le **soutien des élus était indispensable!** ». Ce discours revient lors des discussions avec le **personnel municipal**, qui considère que les **élus de la ville de Nantes sont à l'écoute**, et, donc, qu'il a été plus facile de faire accepter l'intégration de considérations environnementales dans les politiques de gestion de l'espace public.

L'actuel maire de Nantes -Jean-Marc Ayrault (élu du Parti Socialiste depuis 1989)⁸⁴-, semble soutenir et encourager un développement durable pour le territoire de la ville, mais aussi, d'une manière plus globale, pour l'ensemble de la planète. « L'agenda 21, explique-t-il, engage notre avenir commun. Il est important d'en débattre ouvertement. Nous sommes tous responsables. **Vivre ensemble** à Nantes, comme dans toutes les grandes métropoles européennes, **a et aura des conséquences hors du territoire** où nous avons la chance d'habiter, de circuler, de travailler, d'apprendre... La **solidarité est au coeur de notre projet**. Le respect des autres sous toutes les latitudes comme le respect des générations futures, commence à notre porte. A nous d'y réfléchir ensemble et d'agir pour que Nantes soit innovante et relève les défis d'un développement durable, maîtrisé, solidaire. »⁸⁵.

↳ Un volet développement durable dans la politique publique choisie

Le maire ne s'avère pas être le seul homme politique concerné et sensibilisé : il est entouré d'un **adjoint délégué à l'environnement et au développement durable** : Ronan Dantec. Environnement et développement durable ne relève pas des compétences obligatoires d'une commune ; elles font l'objet d'un choix par le conseil municipal, et sont le **signe d'un engagement politique**. R. Dantec explique que, depuis le premier projet d'Agenda 21 il y a une dizaine d'années, il a semblé essentiel à la ville « de définir une nouvelle dynamique avec des **horizons thématiques élargis au-delà de l'environnement**, car les enjeux socio-économiques sont imbriqués avec ceux de la préservation des ressources naturelles, à l'échelle

⁸³ <http://www.lalettrealulu.com>

⁸⁴ www.Wikipédia.fr

⁸⁵ <http://www.projets-urbains.nantes.fr>, Interview de J.M. AYRAULT sur les Agendas 21

de la planète. Pour faire face aux grands défis planétaires comme l'augmentation de l'effet de serre ou les menaces sur la diversité culturelle, **il faut des politiques publiques à la hauteur** et une mobilisation des citoyens sur leurs actes quotidiens.»⁸⁶ Même si les orientations se sont diversifiées, il apparaît clairement que la **considération première** -le fondement de la démarche Agenda 21- reste **l'environnement**.

Les objectifs de l'Agenda 21 sont définis selon trois grands axes qui se traduisent en actions concrètes :

- **contribuer à respecter les grands équilibres écologiques** : réduire les émissions de gaz à effet de serre, promouvoir la biodiversité, mieux gérer les ressources en eau, etc.
- **construire la ville de demain**, en contenant l'étalement urbain, un **impératif social et écologique** : réaliser des «éco-quartiers» alliant mixité sociale et fonctionnelle, préserver des espaces naturels de qualité, favoriser des aménagements et des constructions économes en énergie et en eau, etc.
- **favoriser le vivre ensemble planétaire et culturel** : œuvrer à une solidarité internationale, lutter contre les discriminations, travailler sur la mémoire et le patrimoine urbain, soutenir la diversité culturelle, etc.

Les deux premiers objectifs intègrent pleinement l'environnement. C'est une composante très présente dans les grandes orientations choisies, lesquelles se traduisent par la suite à travers les actions entreprises par la collectivité.

Comme l'explique L. Comélieu, **chargé de mission développement durable**, la politique publique de développement durable présente une centaine d'actions en phase avec les grands objectifs définis. Transversale, tantôt elle s'appuie sur les autres politiques publiques –par exemple, celle concernant les espaces verts- tantôt elle les alimente. Cette politique permet ainsi à la fois de dynamiser des actions en cours et d'en définir de nouvelles. Elle facilite leur mise en cohérence et leur donne du sens. Les actions visent :

- **l'exemplarité municipale** : pour J.L Wisler, au travers de ses réalisations la ville doit donner envie et inciter les citoyens à innover. Les actions en terme d'espaces verts doivent à la fois être une source d'inspiration et un modèle des « bonnes manières », sur lesquels la population puisse se baser ;
- **la mobilisation des acteurs** du territoire : incitation des Nantais à réduire leur

⁸⁶ <http://www.projets-urbains.nantes.fr>, Interview de R. DANTEC sur les Agendas 21

consommation d'eau ou à recycler leurs déchets. Dans cette perspective, la ville distribue des composteurs aux détenteurs d'une parcelle d'un jardin familial et propose des bidons pour inciter à la récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage ;

- les **aménagements urbains durables** : coulées vertes, jardins familiaux, cheminement doux pour piétons et cyclistes.

Les **espaces verts** sont des **composantes de l'action publique**, dans le sens où ce sont des éléments **gérés par la collectivité**. Ainsi, les actions déclinées sont applicables au sein de ces espaces, où elles sont mise en œuvre par les agents du SEVE.

b) Le développement durable, une notion récemment affichée à Tours

Etudions rapidement le contexte politique de Tours afin de voir si une sensibilité environnementale apparaît au travers des discours ou démarches entreprises. Depuis 1995, Jean Germain (membre du parti socialiste) est maire de la ville de Tours. Son arrivée a fait « basculer la municipalité à gauche, après 37 ans à droite. »⁸⁷

Face à la vétusté de certains espaces publics, l'une des premières actions de Jean Germain est de lancer une **politique de rénovation urbaine et de restructuration des services municipaux**, dont celui des parcs et jardins. Lors des mandats précédents, seules quelques opérations d'urbanisme ont été réalisées, mais elles « datent » déjà ; il s'agit, par exemple, de la place de la Gare ou des abords de la Chapelle Saint Eloi. Selon S. Roux - adjointe chargée de l'urbanisme, des parcs et jardins, du patrimoine, des enseignes et de la publicité- les autres quartiers de la ville ont été oubliés⁸⁸. La politique de rénovation entreprise se concrétise en 1996 avec **l'élaboration du Plan d'Embellissement**, dont l'objectif principal est **d'améliorer la qualité de la ville et de la vie**. Une équipe de travail pluridisciplinaire, supervisée par le maire, est chargée de la réalisation du Plan. Nous reviendrons plus en détail sur ce plan dans la partie concernant les outils de gestion⁸⁹.

Dans un article concernant les nombreux mandats de J. Germain, publié le 08 juin 2005, sur le blog de CAP 21⁹⁰, certaines personnes s'expriment sur la personnalité du maire : « Dans cette ville si conservatrice, Jean Germain manie à la fois audace et prudence. Il est connu pour cultiver l'art du compromis. Il prend toujours du recul, a horreur de la contrainte

⁸⁷ <http://www.radiofrance.fr>

⁸⁸ FOURMY, 2003.

⁸⁹ Cf. 3^{ème} partie, B/, 1, a) Le plan d'embellissement, p.59

⁹⁰ Fondé et présidé par Corinne Lepage, CAP 21 est un « jeune parti politique qui se reconnaît dans le réformisme écologique en défendant une conception républicaine de l'écologie ».

mais on ne sait jamais quand la décision est totalement prise. », estime Jean-Patrick Gille, premier adjoint au maire. » L'article conclut : « Jean Germain aurait-il du mal à prendre une décision ? »⁹¹

Dans quelle mesure et dans quel laps de temps le maire souhaite-t-il opérer des changements en vue de pratiques plus respectueuses de l'environnement. A l'heure d'aujourd'hui, il **ne s'est pas clairement prononcé sur une volonté d'orienter la politique municipale vers le développement durable** et vers une **démarche d'Agenda 21**. Le développement durable apparaît dans le bulletin d'information de l'agglomération (Tour(s)Plus le mag) ainsi que sur le site Internet de l'agglomération (www.agglo-tours.fr). Les actions présentées sont de type sectoriel, elles touchent au domaine de l'eau et des déchets. La mise en place du Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle va déclencher des débats transversaux sur le développement durable et peut être inciter la municipalité à adopter une démarche d'Agenda 21.

➔ **La ville de Nantes, engagée** depuis une dizaine d'années dans la protection de l'environnement, montre une **forte sensibilité environnementale**. Il est **plus difficile de se prononcer sur la mobilisation tourangelle**, au vu des documents et discours disponibles. Autre différence entre les deux villes : les délégations de compétences choisies par les maires. Le nombre de conseillers municipaux est fonction du nombre d'habitants et détermine le nombre d'adjoint⁹². Cependant, le choix des compétences délégués aux adjoints appartient au maire.

Contrairement à Nantes, Tours n'a aucun adjoint délégué à l'environnement ou au développement durable. La compétence « parcs et jardins » est confiée à Sylvie Roux – également en charge de l'urbanisme, du patrimoine, des enseignes et de la publicité. A Nantes, la conseillère municipale Danielle Largillière a la responsabilité des parcs et jardins, à l'exclusion de toute autre charge.

⁹¹ <http://cap21paysdelaloire.over-blog.com>, Thierry Noël

⁹² Le nombre d'adjoint ne doit pas être de plus de 30% du conseil municipal

2. Des investissements différents parmi les acteurs

a) Des représentations différentes d'un même service...

Les **entretiens réalisés** auprès des responsables techniques et des agents des services espaces verts des villes de Nantes et Tours renseignent sur la **vision que le personnel a de sa fonction et du service apporté** à la population.

↳ Des notions interprétées différemment par les responsables techniques

Les tableaux suivants ont été réalisés à partir des données issues des entretiens effectués avec les responsables techniques des services espaces verts des deux villes.

Visions des espaces verts		
Questions	TOURS	NANTES
D'après vous, qu'est-ce qu'un espace vert ?	<ul style="list-style-type: none">- Jardin ?- Traitement d'espace hors voirie ?	<ul style="list-style-type: none">- Lieux de promenade- Espaces d'accompagnement des bâtiments, de voirie
Quel est l'intérêt d'avoir des espaces verts au sein de la ville ?	<ul style="list-style-type: none">- Espace de liberté, de tranquillité- Végétation absorbe du CO₂, retient humidité	<ul style="list-style-type: none">- Apportent du sens et de l'homogénéité aux rues- Ramènent la ville à l'échelle humaine en diminuant la hauteur du bâti- Fonction « hygiénique »

Figure n°6 : Réponses issues des questionnaires aux responsables techniques
« Visions des espaces verts »

Source : Entretien, 2006

Les différentes fonctions des espaces verts sont abordées par les uns et les autres, même si **Tours accorde la priorité à l'aspect fonctionnel**.

Ont également été signalées comme inconvénient majeur des espaces verts, les allergies au pollen lié au fleurissement.

Le service espaces verts et ses missions		
Questions	TOURS	NANTES
Quels sont les objectifs du SEV ?	Se référer au rapport d'activité de la ville	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer l'ensemble du patrimoine vert de la ville - Promouvoir le développement durable et la prise en compte de l'environnement - Etre une force de proposition pour l'ensemble des services
Quelles sont les missions attribuées au poste que vous occupez ?	Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de espaces verts - Se mettre en cohérence avec la politique générale de la ville - Travail de programmation, de communication avec la population - Gestion des équipes

Pour **Tours**, les missions paraissent limitées et ne sont pas réellement explicitées. Le renvoi au rapport d'activité ne permet pas de connaître la représentation que le responsable technique a de son poste.

En revanche, à **Nantes**, les notions de développement durable et d'environnement apparaissent dès l'évocation des objectifs du service, signe de l'importance accordée à ces thématiques.

Les espaces verts et le développement durable		
Questions	TOURS	NANTES
Quelle est votre définition de la nature en ville ?	- Elément indispensable, qui fait partie de l'espace urbain.	- Valeur patrimoniale de la nature en ville : témoignage d'une forme de culture - Forme des espaces de respiration, de mémoire, qui sont intéressants à mettre en valeur
Par quel biais se manifeste-elle ?	« La nature est souvent amenée, ne pas lui laisser d'espace sinon elle revient ».	/
Développement durable...	Une des meilleures réflexions à avoir à l'heure actuelle	Beaucoup de communication faite et pas toujours par les bonnes personnes Permet de faire passer des idées.
Ecologie urbaine...	Essayer d'adapter la nature à un contexte urbain	Prendre en compte l'impact des villes sur l'environnement alentour
Gestion différenciée...	Gérer en fonction de ce que l'on recherche, des usages	- Répondre aux besoins avec l'empreinte écologique la plus faible - Redéploiement intelligent des moyens du service
Espaces verts durables...	- Entretien suivi - Ressentis comme indispensable au vu de leur place dans l'espace urbain	- Dispositif légal qui sort les espaces verts de la pression foncière afin de pouvoir les conserver dans le temps - Faire évoluer les espaces verts avec la société - Avoir des réflexions sur les fonctions des espaces verts

Figure n°8 : Réponses issues des questionnaires aux responsables techniques
« Les espaces verts et le développement durable »

Source : Entretien, 2006

Une **vision différente de l'écologie urbaine** apparaît : à **Tours**, c'est à la **nature de s'adapter à l'environnement** urbain et aux pollutions du milieu. A Nantes, on tente de **réduire au maximum les impacts potentiels de la ville** sur l'environnement. L'approche est plus globale et amène à réfléchir aux modalités d'action du service espace vert et aux **conséquences de ses activités sur l'environnement**.

Les mots « **gestion différenciée** » ne sont pas non plus interprétés de la même façon par les deux techniciens. Le technicien de **Tours considère la gestion différenciée comme le recours à une palette d'interventions à opérer en fonction du résultat désiré**. L'entretien est modulé en fonction de ce qu'on attend de l'espace vert, mais **en aucun cas cette gestion n'est abordée comme un moyen de préservation de l'environnement** et de limitation des pollutions. A **Nantes**, le terme « d'empreinte écologique » est cité, signe du **lien fait entre gestion différenciée et environnement**. L'objectif avancé est bien **d'exercer le minimum de pression sur l'environnement tout en obtenant des résultats optimaux** qui satisfassent la population.

↳ L'environnement, une thématique très présente dans le discours nantais

L'analyse du vocabulaire employé témoigne aussi des différentes approches des deux services. A **Nantes**, on relève un **vocabulaire autour de l'environnement**, spécifique aux méthodes d'entretien et au parti pris choisi. Celui-ci est **absent à Tours**, en posant des questions identiques, l'idée d'environnement revient 14 fois à Nantes, à travers diverses expressions, alors que le mot n'est pas prononcé une seule fois à Tours.

Expressions se rapportant à l'environnement, citées lors de l'entretien avec le technicien de Nantes
--

<i>Politique environnementale, empreinte écologique, réflexion sur l'environnement, charte d'Athènes, la prise en compte de l'environnement, essaie d'adapter le matériel au respect de l'environnement, bilan écologique, niveau de pression porté à l'environnement, l'impact des villes sur l'environnement alentour, une prise en compte toujours plus large de l'environnement, considération de l'environnement, la base environnementale est la plus intéressante à considérer, d'intégrer une démarche environnementale, être moins dommageable pour l'environnement.</i>

b) ... pour des actions en faveur de l'environnement d'ampleur différente

↳ L'environnement au cœur des actions et des projets du service espaces verts de Nantes

Initié avec la **démarche de gestion différenciée** dans les années 1990, un certain nombre de **pratiques pouvant être qualifiées de « durables »** sont instaurées au sein des équipes du service espace vert.

Elles concernent principalement l'emploi de **techniques alternatives dans l'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais**. Ainsi, dans le centre ancien de la ville, on préfère recourir au **paillage et à des amendements organiques**, aux **bénéfices multiples** : le paillage **limite la pousse des adventices, retient l'humidité** du sol en évitant l'évaporation. En se décomposant, il **enrichit le sol** en matières organiques.



« On utilise du paillage en couverture pour les massifs. Mais aussi du broyage avec du bois défilé, des films biodégradables en film végétal. On expérimente la paille broyée et la fougère. »⁹³

Photo n°6 : Paillage utilisé dans des massifs du centre ville
Prise de vue personnelle, 2006

L'apport en désherbant et en engrais est ainsi **fortement diminué** ; voire absent. Une partie de l'amendement utilisé est réalisé à partir des déchets verts générés par le SEVE. Les **déchets verts sont revalorisés par la ville**. « On stocke nos déchets verts et une entreprise extérieure vient les broyer trois fois par an. Cela produit du compost grossier pour l'amendement. »

L'exemple de Régis -agent dans l'équipe du centre ville- est révélateur du **changement de mentalité des jardiniers**. Détenteur du brevet d'applicateur de phytosanitaire, il n'a pas souhaité le renouveler, puisque n'en « ressentant pas le besoin ni la nécessité en travaillant à la ville de Nantes »⁹⁴. Toutes les actions menées tentent de **limiter au maximum l'emploi de produits toxiques**. D'ailleurs le SEVE - dans le cadre de la mise en place d'un **Plan de désherbage**, et en partenariat avec la communauté urbaine de Nantes- travaille à la réalisation d'une **Charte communautaire pour la diminution des herbicides** dans l'agglomération nantaise.

⁹³ A. Renaud, Entretien Nantes, 2006.

⁹⁴ Agent de la ville de Nantes, Entretien, 2006.

Un autre axe de recherche concerne la **Protection Biologique et Intégrée** (P.B.I.). Elle a pour ambition de protéger les cultures en **limitant les intrants chimiques** et en favorisant l'action de la faune auxiliaire. Cette pratique est déjà utilisée pour la **production florale** –laquelle ne recourt à aucun pesticide- et pour **tous les rosiers gérés** par le SEVE. Des **expérimentations** sont actuellement conduites **pour développer la pratique** et l'étendre à d'autres végétaux. « Je souhaiterais que l'utilisation des auxiliaires de lutte (P.B.I.) se généralise en milieu ouvert, explique J.L. Wisler. Elle se fait déjà sur les rosiers (utilisation de coccinelles contre les pucerons), mais j'aimerais voir une généralisation aux arbres d'alignement (contre les tigres du platane). »⁹⁵ Un groupe de travail réunissant différents partenaires a été constitué en 2002 pour étudier les populations des Tigres du platane (parasites) et réfléchir à un processus de Protection Biologique Intégrée qui évite tout traitement chimique.⁹⁶

Par ailleurs, des actions sont menées dans le sens d'un arrosage raisonné pour **économiser la ressource en eau**. Petit à petit, les agents installent un **arrosage automatique** gérable à distance et modulable selon les conditions climatiques.

Les **actions et initiatives nantaises sont donc nombreuses**. Les axes de développement s'attachent résolument aujourd'hui à la **gestion rationnelle de l'eau** et à la **limitation au maximum de l'emploi de pesticides et d'herbicides**.

↳ Des pratiques environnementales limitées à Tours

Les **commandes d'engrais** se font en **fonction de la surface à entretenir**. **Aucune distinction n'est faite selon les catégories** auxquelles appartiennent les espaces verts. Les agents **se réfèrent aux normes existantes** pour les quantités⁹⁷. On ne vérifie pas les besoins réels en engrais eu égard aux surfaces. L'impact sur l'environnement de ces applications n'est pas pris en compte. Il n'y a pas trace de questionnaire individuel, ou collectif, quant à l'emploi des engrais.

L'emploi de **paillage est peu répandu**. Les agents interviewés **ne trouvent pas esthétique** le produit à leur disposition et ne l'utilise que très peu : avant tout, il faut que cela soit « visuellement joli », et ils estiment difficile de trouver du paillage de belle couleur. Le souci de l'esthétique semble l'emporter sur les possibles impacts environnementaux. Des écorces de pin sont utilisées pour les vivaces, mais les agents mettent en avant le **coût**

⁹⁵ Wisler J.L., Entretien Nantes, 2006

⁹⁶ Lesne B., 2003.

⁹⁷ Agent, Entretien Tours, 2006.

conséquent des ces produits. Celui-ci est un **facteur limitant** à un usage plus important de paillage.

Dans la perspective de **limitation des phytosanitaires**, la **P.B.I. est réalisée uniquement dans les serres**. Un traitement chimique est parfois appliqué mais de façon ciblée. Cette technique ne se pratique pas en extérieur. Les points de vue divergent entre le responsable du service des parcs et jardins -pour lequel il « serait intéressant de sortir cette méthode en dehors des serres et de faire du désherbage raisonné »⁹⁸- et les agents. Ces derniers considèrent que la **technique n'est pas au point** en milieu ouvert, qu'elle **coûte cher** et que son efficacité reste à prouver : « Aujourd'hui, on trouve des **produits moins toxiques sur le marché mais ils sont moins efficaces.** »⁹⁹

Ils jugent également inefficaces, les **techniques alternatives de désherbage** - désherbage thermique ou à l'amidon. L'estimation de l'efficacité de ces procédés dépend, selon eux, de la sensibilité environnementale des personnes.

Dans le **domaine de l'eau**, les **agents privilégient l'arrosage manuel**. « Les installations d'arrosage automatique subissent des actes de vandalisme »¹⁰⁰. Il est « préconisé » de ne pas gaspiller l'eau mais aucun quota ou restriction ne sont instaurés, hormis pendant les périodes de fortes sécheresses. L'emploi du terme « préconisé » sous-entend qu'il serait bien de le faire mais que ce n'est pas forcément ce qui est pratiqué dans la réalité.

➔ Au vu des propos tenus, on peut avancer que les **agents rencontrés à Tours ont moins la fibre écologique** et sont **assez peu innovants** dans les moyens mis en œuvre pour diminuer l'emploi d'engrais et de phytosanitaires.

⁹⁸ Duchêne, Entretien Tours, 2006.

⁹⁹ Phylisaterd, Entretien Tours, 2006.

¹⁰⁰ Phylisaterd, Entretien Tours, 2006

Le soutien des élus de la ville de Nantes –majoritairement animé d’un sentiment de responsabilité environnementale- a permis de mettre en place une démarche de gestion différenciée. Tours est beaucoup moins avancée dans sa réflexion sur le développement durable ; partant moins engagée dans une politique en faveur de l’environnement. En témoigne l’absence d’adjoint municipal à l’environnement à Tours. Dans quelle mesure Tours se sent-elle concernée par ces nouvelles thématiques ? A Nantes, environnement et développement durable font d’ores et déjà partie des priorités et des volontés politiques.

Les entretiens ont révélés des différences dans les représentations qu’ont les responsables en charge de la gestion des espaces verts. A Tours, les missions paraissent se limiter à offrir des espaces de verdure et de fleurissement qui améliorent le cadre de vie des habitants. A Nantes, le rôle du service espaces verts intègre la préservation de l’environnement. Ces écarts sont confirmés par le vocabulaire employé par les agents : à Nantes, le mot « environnement » est récurrent dans le discours, alors que le terme n’apparaît que très peu à Tours. Au-delà du discours, les actions mises en place attestent des positions respectives.

Les agents des deux villes n’ont pas la même vision des techniques alternatives. De nombreuses pratiques appliquées à Nantes ne se retrouvent pas à Tours, ou de façon très peu marquée. Quand elles existent, elles ne sont pas relayées par les équipes, dans l’ensemble peu convaincues de leur efficacité. Leur coût est mis en avant par les agents de Tours, alors qu’il n’apparaît pas déterminant à Nantes.

A Nantes, l’implication du personnel est certaine. Celle-ci est indispensable pour lancer une démarche de gestion différenciée : le projet ne peut aboutir que s’il est soutenu par des personnes convaincues. Les agents doivent comprendre ce qu’ils font et pourquoi ils le font. Leur formation est une condition sine qua non à la mise en place de ces nouvelles techniques.

B/ Des outils de gestion dont les priorités divergent

1. L'esthétique urbaine : un souci d'amélioration du cadre de vie des tourangeaux

a) *Le plan d'embellissement*

La gestion des espaces verts se fait de manière quotidienne et elle entre aussi dans la politique choisie par la ville de Tours en 1995. L'objectif de cette politique -à travers **le Plan d'Embellissement-** est **d'améliorer la qualité de la ville et de la vie**. Le Plan d'embellissement s'attache à soigner les interventions sur les espaces publics. Il correspond à « une approche globale de l'esthétique urbaine »¹⁰¹. L'objectif de ce plan est triple :

- d'offrir aux tourangeaux de **nouveaux espaces publics** ;
- d'assurer un **développement du territoire en harmonie avec la nature** ;
- de **contribuer à la qualité de vie quotidienne** de la population.

La municipalité souhaite concilier la réalisation de grands projets urbains avec une exigence permanente de **qualité dans le traitement et la valorisation de chaque espace urbain**. Les acteurs de ce Plan veulent **donner l'image d'une ville véritablement embellie** - qu'il s'agisse des places ou des rues - ce qui souligne **l'importance accordée à l'esthétisme**. « C'est vraiment une notion très urbanistique de la qualité de vie que la mairie veut faire passer à la population et montrer qu'il y a une politique sur le long terme. »¹⁰²

Ce plan s'occupe de la **rénovation de toutes les composantes de l'espace public**. A ce titre, les **espaces verts sont des éléments pris en compte**. La démarche est résumée dans propos de l' élu S. Roux : « Une **harmonie est recherchée** entre l'ensemble des composantes : architecture, revêtement de sol, mobilier urbain, fleurs et arbres ». Il s'agit **d'intégrer au mieux le végétal dans la ville** Mme Chasseguet, directrice du service parcs et jardins de la ville Tours¹⁰³ présente, comme suit, les différents objectifs poursuivis :

- redonner une **qualité** à des espaces comme des places jardins et améliorer les jardins existants (remplacement, ajout de végétation, etc.) ;
- retravailler un espace vert de quartier, redonner une âme, un aménagement à des espaces qui en sont dépourvus : redessiner une place jardin pour un meilleur éclairage, intégrer du fleurissement, des matériaux de **qualité**, des aménagements spécifiques, etc. **La végétation** est considérée comme **mobilier urbain** : il existe des plans de gestion pour éliminer arbres, arbustes et autres

¹⁰¹ Roux S., adjointe au maire en charge des parcs et jardins, de l'urbanisme et du patrimoine.

¹⁰² Entretien de J. Breillat, directeur du service communication de la ville, par M. Dumont, 1999, in Fourmy, 2003.

¹⁰³ HUGUET S., 2004.

plantes en mauvais état ou dont la forme, taille... ne conviennent plus dans un nouvel aménagement.

- planter de nouveaux arbres d'alignement et aussi des arbres isolés, considérés comme « des signaux dans la ville » ;
- effectuer plus **d'ouvertures visuelles** pour **améliorer le quotidien** des citadins.
« Ôter des choses touffus pour quelque chose de plus ponctuel »¹⁰⁴ ;
- tendre vers un « **esthétisme qui ne contrarie personne** »¹⁰⁵.

Nous pouvons citer à titre d'exemple les réaménagements des jardins Velpeau et Mirabeau, réalisés dans le cadre du Plan d'Embellissement. Chacun est à présent doté d'un terrain multisports et d'un nouveau fleurissement. On constate déjà que le jardin Velpeau - devenu beaucoup plus attrayant- est fortement fréquenté par les habitants du quartier.

Il apparaît que la **politique de la ville en matière d'espaces verts** est très **orientée vers l'embellissement et le fleurissement**. La recherche d'harmonie semble récurrente quelque soit le type de projet. Ce constat est renforcé par l'observation de la sémantique employée pour présenter le Plan d'Embellissement. Le **vocabulaire est orienté** autour des termes suivants : **esthétique, harmonie, qualité, image, embellissement**.

b) Peu de concertation avec les agents de terrain

Lors de la restructuration du service des parcs et jardins en 1995, un inventaire des sites d'intervention a été réalisé. A cette occasion,, la **direction et les élus** ont établi un **classement des espaces verts** en trois catégories, allant de A à C, en fonction du rendu à atteindre : de l'espace de prestige à l'espace naturel.¹⁰⁶ La réalisation de ce classement s'est opérée **sans concertation avec les agents**. Pourtant, ce sont eux les premiers concernés par sa mise en pratique et les plus confrontés aux réalités du terrain. Cette absence de consultation peut expliquer l'actuel **manque d'adhésion des agents** à la classification élaborée.

¹⁰⁴ Entretien de C. Chasseguet, in HUGUET 2005.

¹⁰⁵ Entretien de C. Chasseguet, in HUGUET 2005.

¹⁰⁶ Entretien de M. Philysaterd, responsable du secteur centre ancien, 2006.

A la suite de ce premier travail, la **direction a élaboré une codification de l'ensemble des tâches** qu'un agent est amené à effectuer. Depuis environ sept ans, les chefs d'équipe doivent remplir quotidiennement des **fiches de temps de travaux** indiquant le temps passé pour chaque tâche (*Cf. Annexe 9 : Fiche des temps de travaux*). Pour M. Philysaterd, bien que ce calcul des heures passées permette **d'adapter le matériel** en fonction des sites et des tâches principales, il y a cependant « **un piège au bout des papiers administratifs** ». Selon lui, un des objectifs de ces calculs est la justification des heures de travail devant les élus et une Cour des comptes de plus en plus exigeante. Il précise, d'ailleurs, qu'après l'analyse de ces fiches, quelques postes ont été supprimés dans le service. Un responsable d'équipe consacre environ 15 % de son temps de travail à remplir **ces formulaires administratifs**. Il constate qu'il. Les propos de ces agents laissent percevoir une certaine incompréhension et réticence à **l'égard des fiches**, qu'ils considèrent comme de la « paperasse administrative ».

Selon la catégorie de l'espace vert, les agents savent approximativement le visuel souhaité. La **gestion est censée différer selon les catégories**, mais ceci ne correspond pas toujours aux pratiques sur le terrain. Un **responsable d'équipe avoue**, en effet, **ne pas prendre en compte les différentes catégories**. Il applique le **même entretien à tous ses sites d'intervention**. Pour lui -intervenant en centre ville- une gestion « plus libre » n'est pas envisageable. Le responsable de secteur surenchérit : « Le secteur ne s'y prête pas ; **la gestion différenciée passe par une baisse de la qualité**. Inévitablement on accepte de l'herbe et des adventices, ce qui n'est pas possible pour le centre ville ». **Le personnel –loin d'être convaincu de la nécessité d'une gestion différenciée-** considère celle-ci **plus comme un signe de négligence** de la part des agents conduisant, à des rendus moins « clean »¹⁰⁷, que comme l'intégration de pratiques respectueuses de l'environnement.

Enfin -certains espaces verts ayant été modifiés dans leurs usages, configurations ou fleurissements- les catégories en vigueur nécessiteraient une remise à jour.

➔ A Tours, les **outils de gestion doivent être réactualisés**. Le classement des espaces verts est caduc et non adapté à la mise en place d'une gestion différenciée. Les changements sont **difficilement acceptés par un personnel non consulté lors de l'élaboration** des documents qui le concernent, pourtant, au premier chef. Hormis pour le

¹⁰⁷ M. Launay, chef d'équipe, Entretien Tours, 2006.

fleurissement des massifs, les agents **n'ont pas véritablement voix au chapitre en matière de décisions. Eux-mêmes se considèrent comme des exécutants** et non comme des moteurs de l'action.

2. Nantes, une gestion sous tendue par les principes du développement durable

a) Le plan d'action

Au début des années 2000, les élus ont demandés à chaque service de la ville de réaliser un **Plan d'actions** en cohérence avec les volontés politiques déclarées lors des élections. Cette demande correspondait à une volonté de placer les citoyens au cœur de l'action publique. Un document a d'abord été rédigé par l'ensemble de la direction du service espaces verts ; puis il a fait l'objet d'une **concertation avec les responsables techniques**. Le plan d'actions du SEVE a été finalisé en novembre 2003. Le service a conçu ses actions dans un **esprit de développement durable**. C'est « la **trame de fond de toutes les réflexions** »¹⁰⁸. Ce plan présente 52 actions déclinées selon trois axes majeurs que sont :

- **Identité et diversité patrimoniale :**
 - améliorer la répartition de l'offre en espaces verts ;
 - protéger et diversifier le cadre de vie ;
 - valorise l'espace paysager.
- **Bien-être et sécurité :**
 - accueil et confort ;
 - sécurité et santé.
- **Communication et cohésion sociale :**
 - enjeux de service ;
 - dynamiser la vie associative ;
 - éduquer, sensibiliser ;
 - promouvoir l'image de la ville ;
 - coopération internationale.

Dans le cadre « Identité et diversité patrimoniale », plusieurs **actions ont en lien direct avec l'environnement**. L'objectif de protection et de diversification du cadre de vie contient des actions spécifiques à l'eau et à la biodiversité : **maîtrise de la ressource en eau, code qualité et P.B.I.** Les objectifs généraux se concrétisent par des actions précises. Ces

¹⁰⁸ BARRET F., SEVE, 2006.

actions sont ensuite reprises par les équipes qui les détaillent et les ajustent à leurs sites d'intervention.

b) Une participation de l'ensemble des employés

↳ Rédaction par les équipes de leur plan d'action

Le Plan d'actions global décrit ci-dessus, se décline à **l'échelle des équipes**. Les **équipes sont en charge de la rédaction** d'un document qui devient alors leur **grille de travail**. Cette **réalisation en commun** suscite des **réflexions en interne et des débats constructifs** au sein de l'équipe. C'est un **document évolutif**, qui permet de déterminer les objectifs à atteindre -en fonction des spécificités des secteurs et des sites d'interventions- et d'évaluer l'état d'avancement des travaux. Nous nous attarderons ici sur le Plan d'actions d'une équipe du centre ville. Il est élaboré autour des trois objectifs suivants :

- Répondre aux besoins d'identité et de diversité patrimoniale : construire et mettre en œuvre un plan urbain vert de la ville de Nantes ;
- développer le bien-être et améliorer le sentiment de sécurité dans les espaces verts ;
- développer la communication et la cohésion sociale.

Chaque objectif se décline en actions et sous actions spécifiques à un site. Sont ensuite indiqués : les incidences des actions (qualité et coût) ; les acteurs impliqués dans la réalisation ; les échéances (*Cf. Annexe 10 : Extrait du Plan d'actions*). Figurent, sur ce document, des **actions directement liées à l'environnement**, telles que l'installation d'arrosages automatiques et de « sondes pluie » pour maîtriser la ressource en eau, ou la pratique de la Protection Biologique Intégrée (PBI), en substitution aux désherbants chimiques.

Les équipes décident de façon autonome du fleurissement et de la composition des massifs, attributions autrefois réservées aux techniciens.

↳ Elaboration du code qualité en partenariat

Préalablement au plan d'actions, un premier outil a été élaboré dans le cadre de la mise en place de la gestion différenciée : **le code qualité** (*Cf. Annexe 11 : Extrait du code qualité*). Celui-ci examine les besoins en terme d'entretien selon les espaces et détermine le degré d'action possible. Il permet de définir les manières d'intervention. **La réalisation de ce code s'est faite par des échanges collectifs et successifs entre la direction et les agents**, au sein d'une **commission « temps de travaux »**. Composée de représentants des différents secteurs

d'entretien, aux différents niveaux hiérarchiques, la commission s'est mise en place dans un **souci de transparence et de participation**. Elle a réalisé un travail essentiel en expliquant –à chacune des équipes sur le terrain- les objectifs et les intérêts de la démarche. Elle a notamment explicitée l'importance relative des différentes tâches, telles que le ramassage des feuilles, le désherbage, la taille des arbustes, etc. Ce code qualité a permis une **homogénéisation du travail** entre les équipes et une **équité des entretiens** dans les différents quartiers. Il a conduit à une **redéfinition des cahiers des charges** par site et par équipe. Pour A. Renaud -chef d'équipe du secteur centre ville- le **code qualité est, aujourd'hui, bien intégré et fonctionne sans problème**. La définition du code qualité a permis de formaliser et de clarifier la démarche de gestion différenciée.

Dans la continuité des réflexions autour de la gestion, une formation de quatre jours - dispensée à l'ensemble du personnel au sein de groupes de 15 personnes, toutes hiérarchies confondues - a eu lieu en 1996. Une partie théorique consistait en la présentation des notions **de gestion différenciée et de développement durable et l'explication du code qualité**. Une **session avec un psychologue du travail - sous forme de jeux de rôles - a permis un travail** sur la **communication de la gestion différenciée** à destination du grand public, et donné lieu à des questionnements et débats. Cette formation a été l'occasion de **redéfinir les missions du service** et d'apporter de **nouvelles perspectives au métier de jardinier** et un **regain de motivation aux agents**. De plus, elle apporte une **connaissance et une culture commune** à l'ensemble du personnel.

La traduction en actes de **nouvelles considérations environnementales et le mode de fonctionnement** du service mis en place dans les dix dernières années ont apporté aux jardiniers une nouvelle façon d'envisager leur métier. La **participation des agents** dans la conception des outils de gestion -que sont le plan d'actions et le code qualité- leur a offert l'opportunité d'exercer des **responsabilités**. La possibilité donnée aux équipes de **prendre des initiatives**, de **s'impliquer** dans les nouveaux projets est le principal changement ressenti par les agents. L'équipe du centre ville que j'ai pu rencontrer réalise des traitements alternatifs à sa propre initiative. Elle expérimente, plus particulièrement, des techniques alternatives au désherbage chimique par le paillage et le mulch¹⁰⁹. Aujourd'hui, les agents réfléchissent davantage « au pourquoi de leurs actions ». Les plantations et les aménagements sont pensés en fonction des sites et adaptés au public qui les fréquente. De multiples critères sont

¹⁰⁹ Le mulch est un matériau végétal mort constituant un 'tapis' protecteur pour le sol, wikipedia.org

considérés tels l'accès, la coupe, l'enlèvement des déchets verts, le développement des arbres, la dangerosité des plantations, etc. Le chef d'équipe constate une évolution importante du métier. Issu d'une génération habituée aux phytosanitaires, il considère que beaucoup d'erreurs ont été faites et se réjouit de voir que les **réflexions sont désormais initiées par les agents, en amont** des réalisations, et qu'une grande **majorité des agents est consciente des conséquences de ses actes**. Pour lui, il est indispensable que **l'équipe agisse de façon convaincue et volontaire** sur ces nouvelles pratiques, sinon l'opération est vouée à l'échec. Il travaille donc pour donner **plus de champ libre aux agents** qu'il a en charge et **favorise les moments de concertation et d'échanges**. L'équipe devient ainsi une **force de proposition** et un des moteurs du fonctionnement de la gestion différenciée.

A Tours, le Plan d'Embellissement ne concerne pas que les seuls espaces verts. Il est - comme son nom l'indique- fortement axé sur l'esthétique et l'aspect visuel au travers -entre autre- de la qualité des espaces verts.

L'outil de programmation à disposition du service des parcs et jardins de Tour reste un document de réflexion, peu suivi d'actions concrètes. Les objectifs avancés ne précisent pas clairement les actions à mettre en œuvre.

A Nantes, le Plan d'action est spécifique aux espaces verts et cible les actions à mener en les détaillant. Il se décline à l'échelle du terrain. Chaque équipe est chargée de réaliser son propre plan. La participation et la concertation sont des points majeurs pour Nantes. L'implication des agents se traduit par une meilleure compréhension des outils et par la même une bonne acceptation de ces derniers.

C/ La nécessité d'une forte stratégie de communication

1. Une diffusion de l'information exemplaire à Nantes

a) *Une communication externe considérable*

↳ Un site Internet spécifique

La ville de Nantes est la première à s'être dotée d'un **site Internet propre à son service espaces verts**. Le SEVE réalise et met à jour les données du site. Celui-ci offre une grande variété d'informations : **description** et **localisation de tous les parcs et jardins de la ville** ; **activités du service** ; **manifestations** proposées autour des espaces verts ; **itinéraires de promenades** autour des coulées vertes, de l'histoire des quartier à travers les jardins, l'eau... qui invitent les promeneurs à re-découvrir des espaces familiers sous un autre angle ; consultation de nombreuses cartes à l'aide de critères variés : quartier, type d'espaces verts, services présents, classement du code qualité, etc.

Le site -interactif- possède également son propre. Il devient ainsi un **moyen d'échanges et de transmissions de connaissances**.

Le site va au-delà d'un simple apport de renseignements pratiques sur les espaces verts de la ville. De nombreuses thématiques sont abordées, notamment celle de la démarche de gestion différenciée, qui fait l'objet d'une rubrique spécifique.

↳ Une culture de l'événementiel à Nantes

La ville propose depuis plus d'une dizaine d'années de **nombreuses manifestations : expositions, animations, concours, visites**, etc. Ces événements sont d'ampleurs différentes, de **l'échelon local** -concours des balcons fleuris- ou à un **niveau international** -exposition horticole les « Floralties ». Chaque année, le service choisit un thème, autour duquel toutes les manifestations municipales seront organisées. En 2006, le thème retenu était l'arbre : «Une année branchée arbre ». Tout au long de l'année se succèdent visites des arbres remarquables de la ville, journée de plantations d'arbre avec les enfants, expositions : « Des arbres dans la ville », « Le futur de l'arbre ...ou l'arbre du futur ? », « Nantes vue des cimes », etc.

Outre ces animations, réparties tout au long de l'année par rapport au thème choisi, la ville organise annuellement une **grande manifestation autour des plantes** : « **La folie des plantes** ». Celle-ci se déroule sur un week-end. Elle accueille des exposants et propose diverses animations. Cette année sera la **18^{ème} édition** de cet événement, considéré **comme une des trois principales expositions sur les plantes organisées en France**¹¹⁰.

¹¹⁰ <http://www.jardins.nantes.fr/>

La ville organise aussi deux évènements **d'envergure internationale : les Floralies** - qui ont lieu tous les cinq ans **depuis 1959-** et, depuis 1991, la **Biennale Internationale de la Rose Parfumée**, concours unique au monde.

↳ Une mise en réseau des expériences

Si la ville -à travers les actions du SEVE- communique et sensibilise le grand public à l'occasion des manifestations nombreuses et variées, un **échange se fait aussi avec les autres collectivités**. Comme le souligne J.L Wisler, « On effectue un **travail en réseau avec les autres villes sur les expérimentations que chacune peut réaliser**, on met en commun nos expériences afin de ne pas répéter les mêmes erreurs ». Communication et échanges d'expériences sont devenues la norme en matière de démarche de gestion différenciée. « On met en place des **formations ouvertes aux professionnels nantais** et aux autres communes, ce qui permet de **soumettre nos préoccupations aux professionnels**. Pour moi, une des missions des grandes villes est de réaliser des expérimentations à transmettre aux plus petites communes, leur montrer la faisabilité et les résultats obtenus. »

Au mois de mars s'est tenue une **journée de conférence-débats** sur le thème « l'arbre et le développement durable ou vers une approche sensible de l'arbre urbain » à laquelle étaient conviés **l'ensemble du personnel du SEVE**, ainsi qu'un certain nombre de **professionnels nantais** de la pépinière et du paysage. Cela atteste, une fois de plus, des échanges réalisés avec d'autres professionnels.

Le SEVE ne peut qu'enrichir sa réflexion de ces nombreux échanges, signes de sa volonté d'ouverture.

b) De multiples échanges internes au service

↳ Le SEVE Info

Depuis 25 ans, le **personnel du service rédige un bulletin hebdomadaire d'information**. Celui-ci **communique sur l'actualité des espaces verts : renseignements pratiques, évènements, innovations,...**. C'est également un lieu d'expression pour les agents qui peuvent y faire paraître des articles sur les réflexions, expériences qu'ils ont menées. « Dans mon secteur, on essaie différents types de paillage, puis l'on communique nos résultats à l'ensemble du service par le bulletin du service espace vert : le SEVE Info ». ¹¹¹

¹¹¹ WISLER J.L., Entretien Nantes, 2006.

Un questionnaire sur les connaissances des agents sur la gestion différenciée a d'ailleurs été transmis à l'ensemble du personnel par ce biais. Il a permis de préparer et d'adapter au mieux une session de formation de rappel sur la gestion différenciée.

Outil fédérateur de l'ensemble du personnel distribué gratuitement, le SEVE Info est devenu –avec sa diffusion sur Internet- un outil de communication grand public.

↳ D'autres moyens de transmissions de l'information

Tout nouveau projet ou document, est une bonne occasion de rappeler les objectifs du service. Dans le cadre de la mise en place de la « Charte de désherbage », un document est adressé à chaque équipe afin qu'elle fasse un bilan de ses pratiques et l'inciter à les remettre en question. Ainsi, une fiche est consacrée à la gestion optimisée, présentée comme un outil pour améliorer l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires. Celle-ci rappelle les principes de cette gestion et explique comment elle intègre un meilleur emploi des pesticides. Une autre fiche évoque l'importance de la communication vers les différents publics, et le rôle privilégié qu'à l'agent dans les dialogues avec la population.

Le Plan d'action contient lui aussi une action spécifique concernant la **communication au sein de l'équipe** : « en interne, associer l'ensemble du personnel aux projets d'équipe ». Cette démarche doit permettre **d'allier efficacité et échanges de savoir-faire**.

➔ La communication et les échanges internes apparaissent comme des objectifs prioritaires pour la ville de Nantes. Elle mène aussi de nombreuses actions vers le grand public et multiplie les échanges avec des professionnels. L'ensemble de ces démarches tend à une plus grande concertation et participation des acteurs, dont résultent le bon fonctionnement et l'acceptation de la gestion différenciée au sein du SEVE.

2. Une communication succincte à Tours

a) Une diffusion limitée de l'information

↳ Le site Internet de la ville de Tours

Les informations relatives au service des parcs et jardins de la ville sont disponibles dans une rubrique du site municipal intitulée « Aménagement, Embellissement ». On y retrouve quelques informations générales sur les espaces verts et leur lien avec le Plan d'Embellissement. On a la possibilité d'accéder au détail des parcs et jardins de la ville. Les informations sont présentées sous l'intitulé, « Tours, jardins de la France » et l'article insiste

sur le prestige à faire valoir. L'environnement est abordé une fois, de cette façon : « ... pour conduire une démarche cohérente grâce à laquelle la Ville intègre en amont les exigences environnementales et d'embellissement, comme des dimensions essentielles de chaque projet »¹¹². Cependant, les exigences ne sont pas précisées et les modalités de mise en œuvre non plus.

Les informations sont donc réduites au **listing des parcs et jardins** et à la **présentation très générale du service**. Les données restent du domaine du pratique et de l'utile mais il n'y a pas de réelle transmission culturelle, ni d'échange possible.

🔗 Quelques publications municipales abordant les espaces verts

Bien que le site Internet ne regorge pas d'information sur les espaces verts et sur l'environnement en général, la ville a récemment publié quelques articles sur ces thématiques, par l'intermédiaire du **bulletin d'information municipal**. Le Tours Infos du mois d'avril 2006 propose un **dossier sur le Plan d'embellissement** et informe plus particulièrement sur les projets espaces verts. Néanmoins, ce **dossier n'aborde pas les enjeux environnementaux** liés aux espaces verts. Dernièrement, le Tours info (Juin 2006) informait de la pratique de la P.B.I. (Protection Biologique Intégrée) au sein des serres de la production florale de la ville. L'article met en avant les raisons de ce choix : « se préoccuper de la santé des agents, limiter l'utilisation des pesticides qui ont un impact négatif sur l'environnement et empêcher les insectes de s'habituer aux produits de traitement ». L'auteur signale que « cette action permet à la Ville de s'engager concrètement dans une démarche de protection de l'environnement ». On peut tout de même s'interroger sur l'échelle de l'action par rapport à l'ensemble des activités du service parcs et jardins. Même si celle-ci est encourageante, il ne faut pas s'en contenter mais poursuivre les réflexions et étendre les actions à d'autres domaines, applicables à une échelle d'action globale.

D'autre part, le programme des animations de la plaine de la Gloriette, espace naturel périphérique, distribué gratuitement dans les boîtes aux lettres, évoque le développement durable. Il précise que « chaque action d'aménagement entreprise sur la plaine s'inscrit dans une démarche de développement durable. ...lieu de sensibilisation à la nature et à sa protection. » Quelques objectifs sont donc annoncés pour cet espace spécifique. Reste à savoir s'ils vont **se généraliser à la gestion de l'ensemble des espaces verts** et surtout être intégrés et relayés par les agents.

¹¹² <http://www.tours.f>

b) La journée verte : l'événement majeur

Depuis 1996, la ville de Tours, et notamment le service des parcs et jardins, organise **une manifestation dédiée « au plaisir de (re)découvrir la nature en ville**, de partager des émotions dans les multiples parcs et jardins de Tours, animés pour l'occasion... »¹¹³. L'édition 2006, La semaine verte, s'est faite pour la première fois en partenariat avec la ville de Joué les Tours et s'est étendue sur deux week-ends. Le thème choisi par la ville est « la plante apprivoisée ». Au travers différentes animations, qu'elles soient ludiques, poétiques, artistiques ou scientifiques, les **visiteurs sont invités à se retrouver au sein des espaces de verdure que propose la ville.**

La ville **participe aussi à des rencontres florales**, comme les Floralties de Nantes par exemple. Une équipe de jardinier est chargée de réaliser une composition pour l'occasion.

La consultation des sites Internet respectifs des villes dévoile un **écart dans les moyens mis en œuvre pour et par les services espaces verts**. Il en ressort une **implication certaine des services municipaux de Nantes** dans les **préoccupations environnementales**, thème longuement abordé sur le site. Cette notion n'apparaît absolument pas pour **Tours**, qui vante **l'histoire et le prestige de ces jardins**. La quantité d'informations relatives aux espaces verts varie fortement puisque Nantes va jusqu'à consacrer un site spécifique à ce service.

De la même façon, on note une **différence importante du nombre de manifestations proposées par les villes**. Néanmoins, le succès connu par la Journée verte à Tours est encourageant et l'on peut imaginer que de telles manifestations vont se développer.

Plusieurs éléments révélés durant les entretiens à Nantes soulignent la forte volonté d'échanges entre les différents publics. Les conférences et les formations organisées sont des moments propices aux discussions et enrichissent ainsi les activités du SEVE. De plus, la publication du bulletin interne, le SEVE Info permet le relais de l'information en interne. Ces initiatives ne se retrouvent pas à Tours.

¹¹³ <http://www.tours.f>

CONCLUSION

Présents de tout temps dans le paysage urbain, les espaces verts sont pensés tardivement comme des éléments à part entière de l'urbanisation. Apparats des bourgeois à une certaine époque, puis, simples territoires anonymes, ils étaient plantés dans le cœur des villes au hasard de l'histoire et des modes. Ils sont de nos jours comme une nécessaire respiration urbaine.

Quand émergent dans les années 1980, les résolutions de développement durable pour la planète, avec le concept de ville durable, les espaces verts deviennent un des enjeux locaux de ces politiques. Les agendas 21, quand ils sont élaborés, permettent de préciser les actions à mettre en œuvre. Sur l'élan du développement durable, une réflexion a mûri sur les impacts de la gestion des espaces verts. S'installe la gestion différenciée, faisant appel à des méthodes plus respectueuses de l'environnement, en adéquation avec les préoccupations écologiques émergentes.

Ces nouvelles pratiques interpellent tant les élus que les responsables de terrain et les populations. Leur succès dépend d'une vaste concertation entre les acteurs, nécessite des campagnes de communication soigneusement orchestrées et une formation continue du personnel.

L'interrogation qui a soutenue ce mémoire est née d'une simple observation. Entre Nantes et Tours, les pratiques vertes ne sont pas semblables. L'enquête menée a permis de noter les différences sous l'apparente similitude. Cette enquête appuyée par des lectures d'ouvrages, des visites de terrain, des rencontres, des entretiens, des questionnaires et l'examen de documents mis à disposition.

La ville de Nantes à, depuis plusieurs années, intégrée des considérations environnementales dans sa politique de gestion des espaces verts. Au départ essentiellement écologiques, elles se sont étendues à toutes les composantes du développement durable. La gestion des espaces verts nantais est aujourd'hui réfléchi autour des axes culturel, social, environnemental et économique. Pour cela, la conviction des acteurs est indispensable.

A Nantes, l'adhésion des élus était acquise et renforcée par la volonté et la sensibilisation des responsables du service espaces verts et environnement. Ces deux composantes sont indissociables et nécessaires pour mener à bien une démarche de gestion différenciée des espaces verts au sein d'une collectivité. En effet, ce travail a montré qu'il faut une volonté politique, mais que seule, elle ne suffit pas, l'implication de l'ensemble du

personnel est essentielle. A ces deux éléments s'ajoutent une forte démarche participative et une campagne de communication et de sensibilisation. Le rôle du travail en partenariat et du partage des responsabilités s'avère capital pour mobiliser l'ensemble des acteurs. Cela passe aussi par la création des outils de gestion et de programmation en coopération et par la mise en commun et la diffusion des informations.

Pour la ville de Tours, plusieurs hypothèses peuvent être émises pour expliquer le peu de considérations environnementales au sein du service parcs et jardins. Une limite des études comparatives est que l'absence d'élément ne permet pas d'affirmer des idées ou des projets, alors que la présence de documents ou d'actions justifie les propos. On peut néanmoins avancer que Tours présente peu d'initiatives et que les réflexions sont moins avancées. Une telle démarche ne paraît pas ancrée dans le mentalités des agents, volonté et motivation ne se ressentent pas. Cependant, de telles préoccupations vont peut être s'intégrer grâce au long processus de conception d'Agenda 21, officialisant la prise de position de la ville envers la protection de l'environnement au sens large. Cela fut le cas pour Nantes. Il y a alors une forte sensibilisation à animer auprès du personnel, peu concerné à l'heure actuelle. De plus, avant d'être effective, une démarche de gestion différenciée nécessite un important travail en interne mais aussi vers la population. Aujourd'hui, les enjeux mis en avant à Tours portent davantage sur le rôle des espaces verts pour embellir la ville et améliorer le cadre de vie de la population. Des actions sont tout de même menées à Tours, cependant celles-ci doivent maintenant se développer. De plus en plus d'informations sont diffusées par la municipalité, qui vient d'ailleurs de publier son rapport d'activité 2005, intitulé « L'action de la ville de Tours pour le développement durable ». Cet état des lieux des pratiques de la ville doit constituer le préalable à une démarche d'Agenda 21. On peut donc penser qu'une prise en compte de l'environnement est lancée. Reste à voir comment elle va réellement être mise en place et relayée par les agents.

A Nantes, il semble que le lancement de l'Agenda 21 a été le point de départ pour officialiser la démarche de gestion différenciée. En sera-t-il de même pour la ville de Tours, qui semble proche à débiter une procédure d'Agenda 21 ? Les réflexions générales vont-elles se décliner au sein du service des parcs et jardins ? Même si une telle démarche est mise en place, l'exemple de Nantes montre bien qu'elle demande plusieurs années avant d'être opérationnelle.

Par ailleurs, une prise de recul par rapport au questionnaire réalisé a révélé des complications apportées par les questions ouvertes. Il est parfois difficile de comparer et

d'interpréter les réponses à une même question, tant ces réponses sont éloignées les unes des autres. De plus le nombre réduit de personnes rencontrées ne permet pas de généraliser de façon certaine les points de vue pour l'ensemble des équipes ainsi que leurs pratiques. Cependant, on considère qu'il représente la dynamique générale des pensées du personnel.

Outre les facteurs liés aux choix politiques, aux sensibilités et aux convictions des acteurs, il semble qu'un autre critère soit à considérer. Il est en effet apparu au cours de l'analyse que la population, bien qu'indirectement actrice, influence la gestion mise en œuvre. On peut alors se demander quel rôle joue le facteur culturel et quel est le poids de l'opinion publique dans la décision et l'application d'une gestion différenciée des espaces verts d'une ville.

Il serait intéressant de poursuivre ce travail en s'attachant plus particulièrement au ressenti de la population par rapport aux espaces verts et aux éventuelles conséquences sur les choix opérés par la ville. On peut penser qu'une partie de la réticence des élus à développer la gestion différenciée réside dans la peur de ne pas satisfaire la population. On soulève ainsi l'hypothèse du blocage culturel, qui peut toucher le personnel et la population.

Une autre hypothèse réside dans le poids budget et les moyens dont disposent les villes. La ville de Nantes, a un plus fort développement et peut ainsi se permettre d'expérimenter de nouvelles techniques, ce qui est plus délicat pour les villes moyennes. Mais il serait intéressant de connaître les pourcentages de budgets consacrés par les deux villes à ces actions. Les chiffres n'étaient pas disponibles pour Tours. Le volet économique n'était pas directement abordé dans le questionnaire. Il est pourtant apparu que pour Nantes le coût n'était pas un facteur limitant. Il serait intéressant de creuser les réflexions vers cet aspect financier.

Pour conclure, on peut dire que ce travail a réellement permis une prise de conscience du pouvoir communale et de ses conséquences sur son territoire. Si ce genre de comportement parvenait à diffuser les idées du développement durable, les populations sensibilisées ouvriraient un espoir aux générations futures, dans ce contexte où l'environnement est de plus en plus menacé.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

ADULM (Agence de Développement et d'Urbanisme Lille Métropole), *Etats des lieux de la gestion différenciée en Région Nord Pas de Calais*, Mission gestion différenciée, 2000.

AGGERI G. et DONADIEU P., « Le retour du sauvage dans les parcs publics : Un nouveau jardinage », in *les Carnets du Paysage -Jardiner-*, n°9 et 10, Ecole nationale Supérieure du Paysage, Versailles, 2003, pp171-187.

AGGERI G., « La nature enfin dans la ville ? » in *Paysage Actualités*, de la gestion différenciée à l'agenda 21, n°235, janvier 2001, pp24-29.

AGGERI G. et DONADIEU P., *La gestion différenciée des parcs publics une nouvelle orientation des politiques des villes européennes*, Actes du séminaire « Etapes de recherche en paysage », Ecole Nationale Supérieure du Paysage, Versailles, 2000, pp43-52.

ALLAIN Y.M., « La ville un territoire nouveau pour la nature ? La gestion différenciée en Europe », in *Sauvages dans la ville*, Publication Scientifique du muséum, Paris, 1999, pp199-213.

BERLUCHON L., *Parure de Tours -Vignes Jardins Perspectives-*, Arrault, Tours, 1948, 202p.

BERLUCHON L., *Jardins de la Touraine*, Arrault, Tours, 1947.

BLANC N. et MATHIEU N., « Repenser l'effacement de la nature dans la ville » in *Villes, cohésion sociale*, Le courrier du CNRS, n°82, Juin 1996, pp105-107.

BLANC N., « Le retour récent de l'écologie urbaine » in *Ville et Environnement*, de l'écologie urbaine à la ville durable, n°829, Octobre 1999, pp10-12.

CALENGE C., « De la nature de la ville » in *Les annales de la recherche urbaine- Natures en villes*, n°74, Edition recherches, Paris, 1997, pp12-19.

CELECIA J., L'écologie urbaine : la biodiversité et les enjeux contemporains des inventaires, in *Sauvages dans la ville*, Publication Scientifique du muséum, Paris, 1999, pp241-262.

CERTU (Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques), *Composer avec la nature en ville*, Collection du Certu, Lyon, 2001, 369p.

CHATEAUREYNAUD P., *Dictionnaire de l'urbanisme*, 3^{ème} édition, Le Moniteur, Paris, 2003.

CLERGEAU P., « Une biodiversité urbaine ? » in *Villes, cohésion sociale*, Le courrier du CNRS, n°82, Juin 1996, pp102-104.

- CNFPT (Centre National de la Formation de la Fonction Publique) et AIVF (Association des Ingénieurs des Villes de France),** *Actes du colloque européen : Vers la gestion différenciée des espaces verts*, Strasbourg, Octobre 1994.
- CNFPT et AITVF,** *Actes du colloque européen : Jardin 21, de la gestion différenciée au développement durable*, Strasbourg, Décembre 2000.
- DELAUNAY F. et ROBERT J.,** « Comment ramener la nature en ville » *in la Gazette des communes*, n°636, août 1996, pp14-18.
- ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES,** *Les parcs et jardins des demain*, Actes du colloque, Paris, 1989, 366p.
- FOURMY G.,** *Le mobilier urbain : un enjeu pour la ville, l'exemple de la ville de Tours*, Mémoire de maîtrise UFR Tours, 2003, 147p.
- FRULEUX P.,** Dossier « La ville durable et ses territoires de nature : politiques vertes et évaluations » *in Techni.Cités*, n°106, mars 2006, pp26-33.
- GUILLARD M.,** « Nantes et la gestion « optimisée » » *in SEVEinfo*, n°1130 et n°1131, juin 2001, Mairie de Nantes.
- HUGUET S.,** *Le rôle de la végétation dans la mise en valeur de la ville. L'exemple de Tours*, Mémoire de Master I, UFR, Département de Géographie, Tours, 2005, 104p.
- INSTITUT CLAUDE-NICOLAS LEDOUX, ASSOCIATION ACANTHE,** « *Le jardin et la nature dans la cité* », Communiqué du colloque, Saline Royale d'Arc et Senans (Doubs), Juin 2001.
- KERBOUC'H A.,** *Structure verte et forme urbaine durable : étude de la ville compacte*, Mémoire de recherche, Magistère 3, CESA, Tours, 1999, 104p.
- LARCHER J.L., DUBOIS, M.N.,** *Aménagement des espaces verts urbains et du paysage rural*, Lavoisier -TEC et DOC- collection : Agriculture d'aujourd'hui -Sciences, Techniques et Application, Paris, 1991, pp55-75.
- LEGAY J.M.,** « Note d'écologie urbaine » *in Villes, cohésion sociale*, Le courrier du CNRS, n°82, Juin 1996, pp201-210.
- LESNE B.,** la PBI au SEVE, *in SEVE Info*, n°1232, mai 2003, Mairie de Nantes.
- LIZET B., WOLF A.E, CELECIA J.,** *Sauvages dans la ville*, Publication Scientifique du muséum, Paris, 1999, 604p.
- MALARD V.,** *La prise en compte de la nature dans l'aménagement urbain, évaluation de la trame verte de la commune de Saint-Pierre-des-Corps*, Mémoire de recherche, Magistère 3, CESA, Tours, 2002, 106p.
- MATHIEU N.,** « *Les nouveaux paysages urbains : sous les pavés, la nature ?* », extrait du café géographique de Grenoble, février 2004, 3p.

MERLIN P. et CHOAY F., *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Presse Universitaire de France, 2000, Paris.

Ministère de l'équipement, du transport et du logement, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, *Ville et écologie- Bilan d'un programme de recherche 1992-1999*. Paris, 1999.

PERALDI M., « Les espaces verts et leurs mythes » *in le genre humain*, n°12, Caen, CNRS, 1985, pp203-216.

PIGEAT J.P., « Des Paysages à venir », *in Urbanisme*, n°343juillet-août 2005.

SOULIER L., *Espaces verts et urbanisme*, Centre de recherche d'urbanisme, Paris, 1977, 323p.

TERRASSON F, *La peur de la nature*, Sang de la terre- PARIS. 1997, 192p.

VILMORIN C. (de), *La politique des espaces verts*, Ministère de la culture et de l'environnement, Centre de recherche d'urbanisme, Paris, 1978, 437p.

VILLE DE NANTES, *Vert Nantais –Histoire du mobilier urbain-* [Nantes XVI-XXI^{ème} siècle], Nantes, 2002, pp67-85.

VILLE DE NANTES : Service des espaces verts, *Les jardins Nantais*, Nantes, 1985.

VILLE DE TOURS, Dossier : Plan d'embellissement, voir la ville autrement – Embellissement : une nouvelle esthétique urbaine- *in Tours infos*, n°74, Avril 2006, pp7-10.

WENZLER C., *Architecture du jardin*, Ouest France, Rennes collection Architecture, 2003, 32p.

Sites Internet :

Association PONEMA, www.ponema.org

Mission gestion différenciée, www.gestiondifferentiee.org

Ministère de l'écologie et du développement durable, <http://www.ecologie.gouv.fr>

Villes de Nantes, www.jardins.nantes.fr

Ville de Tours, www.ville-tours.fr

Nord Nature Chico Mendès, <http://chicomendes.free.fr>

Université libre de Bruxelles, http://www.ulb.ac.be/infosciences/la_ville/

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, <http://www.insee.fr>

Météo France, <http://www.meteofrance.com>

<http://www.x-environnement.org>,

TNS Sofres, Institut d'études de marché et d'opinion international, www.tns-sofres.com

TABLE DES ILLUSTRATIONS

➤ **Figures** :

Figure n°1 : Typologie des espaces verts.....	p.6
Figure n°2 : Les fonctions des espaces verts.....	p.7
Figure n°3 : Comparaison de données climatiques entre les villes de Tours et Nantes.....	p.36
Figure n°4 : Données démographiques des villes de Tours et Nantes	p.37
Figure n°5 : Données comparatives sur les espaces verts des villes de Tours et Nantes	p.38
Figure n°6 : Réponses issues des questionnaires aux responsables techniques : « Visions des espaces verts »	p.51
Figure n°7 : Réponses issues des questionnaires aux responsables techniques : « Le service espace vert et ses missions »	p.52
Figure n°8 : Réponses issues des questionnaires aux responsables techniques : « Les espaces verts et le développement durable »	p.53

➤ **Photos** :

Photo n°1 : Chemin piéton en rive droite de la Loire.....	p.39
Photo n°2 : Jardin François Sicard	p.40
Photo n°3 : Jardin des Prébendes	p.40
Photo n°4 : Jardin botanique	p.41
Photo n°5: Jardins familiaux au parc de la crapaudine	p.41
Photo n°6 : Paillage utilisé dans des massifs du centre ville.....	p.55

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE..... p.1

INTRODUCTION p. 2

1^{ERE} PARTIE : LA VEGETATION DANS L'ENVIRONNEMENT URBAIN : UNE COHABITATION DURABLE ?..... p.5

A/ La prise en compte des espaces verts dans les théories urbanistiques.. . p.5

1. Définition du concept d'espaces verts..... p.5

a) *Un terme né au XX^{ème} siècle*..... p.5

b) *Une diversité d'espaces sous la même dénomination* p.5

c) *Des espaces aux multiples fonctions* p.7

2. L'arrivée des espaces verts en tant qu'espace public p.9

a) *L'évolution des styles paysagers* p.9

b) *L'espace vert comme structure organisationnelle de la ville* p.11

↳ Les cités-jardins d'Ebenezer Howard

↳ La cité industrielle selon Tony Garnier

c) *L'espace vert en tant qu'élément d'une politique urbaine*..... p.12

↳ L'approche quantitative d'Eugène Hénard

↳ Les systèmes de parcs conçus par Jean Claude Nicolas Forestier

↳ Le Corbusier (1887-1965), la critique des cités jardins

3. Une perte d'identification des espaces verts p.14

↳ Les systèmes de parcs conçus par Jean Claude Nicolas Forestier

↳ Le Corbusier (1887-1965), la critique des cités jardins

4. Une perte d'identification des espaces verts p.14

Conclusion..... p.16

B/ La gestion différenciée comme moyen d'intégration du développement durable au sein des espaces verts p.17

1. Une prise de conscience politique : historique du processus p.17

↳ Des déclarations de principes...

↳ ...pour des actions concrètes

a) *Les chartes pour l'environnement ou agendas 21 de première génération* p.17

b) <i>Le lancement de la campagne des villes durables</i>	p.18
c) <i>Le processus d'Agenda 21 local et sa concrétisation</i>	p.19
d) <i>L'évaluation de la campagne</i>	p.19
e) <i>Le corpus législatif des agendas 21 locaux de deuxième génération</i>	p.20
2. L'apparition de la notion de gestion différenciée : historique d'un concept.....	p.21
a) <i>Un contexte favorable</i>	p.22
↳ La reconstruction d'après guerre	
↳ Un mouvement de réaction au « béton » par l'écologie	
b) <i>Des manifestations fondatrices</i>	p.22
3. La définition de la gestion différenciée	p.24
4. Les acteurs impliqués	p.25
5. Des avantages certains	p.26
6. Les contraintes engendrées	p.28
a) <i>Sensibiliser et écouter la population</i>	p.28
b) <i>Convaincre et former le personnel</i>	p.29
c) <i>Une nécessaire évaluation</i>	p.29
Conclusion.....	p.30
C. Problématique de la recherche	p.31
1. Différentes interprétation de la notion de gestion différenciée	p.31
2. Les hypothèses avancées	p.32
Conclusion.....	p.32
2EME PARTIE : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : COMPARAISON DES VILLES DE TOURS ET NANTES	p.33
A/ Les moyens de l'étude.....	p.33
1. Rencontres et entretiens avec des acteurs des services espaces verts	p.33
2. Construction des questionnaires	p.34
Conclusion.....	p.34
B/ Présentation des cas d'étude : les villes de Tours et Nantes	p.35
1. Des villes d'ampleurs différentes	p.35
a) <i>Situation géographique</i>	p.35
b) <i>Le climat : quelques différences aux conséquences peu prononcées</i>	p.36
c) <i>Données démographiques</i>	p.37

2. Les villes et leurs espaces verts	p.38
a) <i>Etat des lieux du patrimoine végétal de Tours</i>	p.39
b) <i>La végétation nantaise en évolution avec les attentes sociétales</i>	p.41
3. Des similitudes dans l'organisation des services.....	p.42
a) <i>Une ressemblance étroite des organigrammes</i>	p.42
b) <i>Des compétences et des missions communes</i>	p.43
c) <i>Un héritage culturel prégnant</i>	p.44
↳ Tours, une réputation de « Jardin de la France »	
↳ Une forte culture horticole des nantais	
Conclusion.....	p.45

3EME PARTIE : ANALYSE DES FACTEURS D'INCITATION A LA MISE EN PLACE DE LA GESTION DIFFERENCIEE AU SEIN DES ESPACES VERTS URBAINS..... p.46

A/ Des engagements différents en matière de développement durable : le rôle de la sensibilité environnementale des acteurs p.46

1. Au niveau politique.....	p.46
a) <i>Nantes, un intérêt pour l'environnement de longue date</i>	p.46
↳ Un soutien des hommes politiques	
↳ Un volet développement durable dans la politique publique choisie	
b) <i>Le développement durable, une notion récemment affichée à Tours</i>	p.49
2. Des investissements différents parmi les acteurs	p.51
a) <i>Des représentations différentes d'un même service</i>	p.51
↳ Des notions interprétées différemment par les responsables techniques	
↳ L'environnement, une thématique très présente dans le discours nantais	
b) <i>... pour des actions en faveur de l'environnement d'ampleur différente</i>	p.55
↳ L'environnement au cœur des actions et des projets du service espaces verts de Nantes	
↳ Des pratiques environnementales limitées à Tours	

Conclusion.....	p.58
-----------------	------

B/ Des outils de gestion dont les priorités divergent p.59

1. L'esthétique urbaine :	
un souci d'amélioration du cadre de vie des tourangeaux.....	p.59
a) <i>Le plan d'embellissement</i>	p.59
b) <i>Peu de concertation avec les agents de terrain</i>	p.60

2. Nantes, une gestion sous tendue par les principes du développement durable	p.62
a) <i>Le plan d'action</i>	p.62
b) <i>Une participation de l'ensemble des employés</i>	p.63
↳ Rédaction par les équipes de leur plan d'action	
↳ Elaboration du code qualité en partenariat	
Conclusion	p.65
C/ La nécessité d'une forte stratégie de communication	p.66
1. Une diffusion de l'information exemplaire à Nantes	p.66
a) <i>Une communication externe considérable</i>	p.66
↳ Un site Internet spécifique	
↳ Une culture de l'événementiel à Nantes	
↳ Une mise en réseau des expériences	
b) <i>De multiples échanges internes au service</i>	p.67
↳ Le SEVE Info	
↳ D'autres moyens de transmissions de l'information	
2. Une communication succincte à Tours	p.68
a) <i>Une diffusion limitée de l'information</i>	p.68
↳ Le site Internet de la ville de Tours	
↳ Quelques publications municipales abordant les espaces verts	
b) <i>La journée verte : l'événement majeur</i>	p.70
Conclusion	p.70
CONCLUSION	p.71
BIBLIOGRAPHIE	p.74
TABLES DES ILLUSTRATIONS	p.78
TABLES DES MATIERES	p.79
ANNEXES	p.83

ANNEXES

ANNEXE 1 : Questionnaire pour les responsables des services espaces verts	p.I
ANNEXE 2 : Carte de localisation des espaces verts de Tours	p.IV
ANNEXE 3 : Liste des parcs et jardins de la ville de Tours	p.V
ANNEXE 4 : Carte de localisation des espaces verts de Nantes	p.VIII
ANNEXE 5 : Liste des parcs et jardins de Nantes	p.IX
ANNEXE 6 : Organigramme du service espaces verts de Tours.....	p.X
ANNEXE 7 : Organigramme du service espaces verts de Nantes	p.XI
ANNEXE 8 : Carte des secteurs géographiques d'interventions	p.XII
ANNEXE 9 : Fiche « Temps de travaux » de Tours.....	p.XIII
ANNEXE 10 : Extrait du Plan d'action de Nantes	p.XIV
ANNEXE 11 : Code qualité de Nantes	p.XVI

ANNEXE 1 :

Questionnaire pour les responsables techniques des services espaces verts

Politique et orientations de gestion

- Quelle est la politique de la ville en matière de gestion des espaces verts ?
- Quel type de gestion pour quel espace ? La gestion diffère t-elle selon le type d'espace vert ?
- Comment qualifiez-vous la gestion faite dans chaque espace ?
- Qui décide de la gestion ? Est-ce une politique municipale ou interne ?
- Remarquez-vous un changement dans la gestion entre deux mandats politique ?
- Quel est l'espace vert, selon vous, le plus marquant de Tours ?
- Pouvez vous me citer d'autres espaces verts ?
- D'après vous, qu'est-ce qu'un espace vert ?
- Quel est l'intérêt d'avoir des espaces verts au sein de la ville ?
- Les habitants ont-ils la possibilité de participer aux choix d'aménagement ? Des enquêtes sont réalisées ? Savez-vous ce que souhaitent les citoyens ?
- Est-ce que des campagnes de communication, de sensibilisation sont réalisées autour des projets concernant les espaces verts ?
- Avez-vous un code qualité des jardins ? Un plan annuel de gestion ?
- Selon vous, un tel plan doit-il figurer dans les documents d'urbanisme ? Quelle est la place des espaces verts dans les documents d'urbanisme et de planification ? Quel est leur statut législatif ?

Le service espaces verts (SEV) de la ville

- Quelle est l'organisation du SEV de la ville ?
- Combien de personnes y travaillent ?
- Pouvez-vous estimer le nombre d'espaces verts ? La superficie qu'ils occupent ?
- Quels sont les objectifs du SEV ? Ses actions ?
- Le service détient-il des ouvrages de botanique ? des revues sur l'environnement ? le paysage ?
- Y-a-t-il des moments de réflexion commune pour savoir ce que vous faites ?

- Quelle est votre formation initiale ? Votre parcours professionnel ?
- Quelles sont vos missions pour le poste que vous occupez ?
- Depuis combien de temps occupez vous ce poste ?
- Qu'est ce que signifie pour vous le terme gestion ? Qu'implique t-il ?
- Avez-vous bénéficié de formation ?
- Si oui, dans quels domaines ?
- Avez-vous une idée du nombre d'espèces sauvages qui pourraient apparaître si la gestion était « plus libre » ? Combien d'espèces sauvages en Indre et Loire ?

Données techniques

- Comment sont choisies les espèces plantées pour le fleurissement? D'où viennent-elles ?
- Quelles sont les quantités d'engrais et de phytosanitaires utilisées ? Au total ? Pour cet espace vert ? Lesquels ?
- Réalisez-vous du compost ? En utilisez-vous pour les espaces verts ? Que faites-vous des déchets verts ?
- Utilisez-vous du paillage/écorce pour les massifs ?
- Quels sont les volumes d'eau employés pour l'arrosage ? Avez-vous des limites à respecter ? D'où provient l'eau ?
- Quel matériel utilisez-vous pour l'entretien (machines, carburant) ?
- Quel est le rythme des tontes ?
- Quel est le taux de renouvellement des plantations des massifs ?
- Comment se font les déplacements internes (voiture, vélo, à pied) ?
- Quel est le budget alloué à la gestion des espaces verts ? aux fertilisants et phytosanitaires ?
- Quelles sont les dépenses effectives ?

Les espaces verts et le développement durable

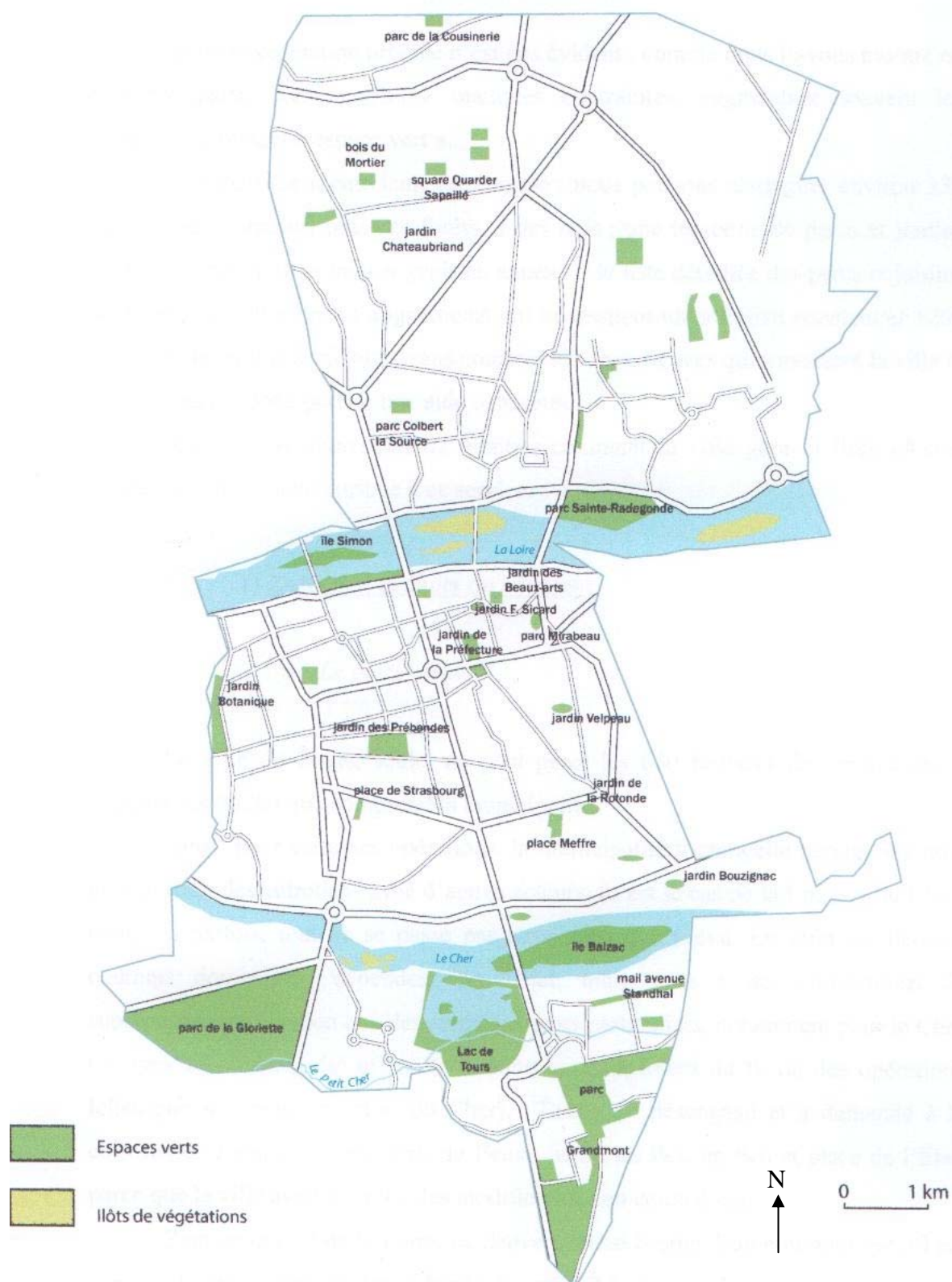
- Quelle est votre définition de la nature en ville ? Par quel biais se manifeste-elle ?
- Je vais vous citer quelques notions, vous allez me dire ce qu'elles évoquent pour vous:
 - développement durable,
 - écologie urbaine,

- gestion différenciée,
- espaces verts durables.

- Envisager-vous d'intégrer une démarche plus environnementale dans la gestion des espaces verts ?
- Comment mettez-vous en pratique les principes de développement durable ?
- La ville a-t-elle un projet d'agenda 21 ?
- Est-ce possible de végétaliser durablement ?
- Que faire pour plus de durabilité en ville ?
- Certaines plantes sont-elles protégées ?
- Avez-vous envisagé de réduire les surfaces enherbées ?
- Que faites-vous des fonds de cuves de traitement ?
- Quels sont les blocages pour mettre en place une gestion différenciée ? : Cf. grille de blocages éventuels avec une note à donner de 1 à 5
- Qu'est-ce qui a permis de la mettre en place ? Qui a décidé ?
- Quelle a été la démarche mise en œuvre ? Choix d'un site pilote, d'un bureau d'étude ?
- Selon vous, la gestion différenciée est-elle applicable dans les jardins publics des centres villes, les jardins vus comme traditionnels ou de style ?
- Si oui, de quelle façon ?
- Y-a-t-il un compromis, une compatibilité entre esthétique et respect de l'environnement au sein des espaces verts ?

Nantes

ANNEXE 2 :
Carte de localisation des espaces verts de Tours



Source : Atelier de cartographie de l'université de Tours, in HUGUET, 2005

ANNEXE 3 :

Liste des parcs et jardins de la ville de Tours

LISTE DES PARCS ET JARDINS

LIEU	CODE	DENOMINATION	SURFACE	OBSERVATIONS	CLOS OU OUVERT	HORAIRES	SERVICE OU AGENT
Nord	V20N11	La cousinière (parc)	45 ha		ouvert	tout le temps ouvert	
Nord	V20N12	Chateaubriand (jardin)	6836 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Nord	V20N21	Site Radegonde (parc)	15 ha		ouvert	tout le temps ouvert	
Nord	V20N22	La Source (parc)	9260 m²		Ouvert	idem	Congrégation religieuse
Nord	V20N22	Ile Simon	38500 m²	Hors service des eaux	ouvert	idem	Matin équipe N22 Soir Police municipale
Nord	V20N22	Ile Aucard	14 ha	Hors service des eaux	clos	idem	Matin & soir gardien
Nord	V20N22	La Borde (square)	874 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C21	René Boyslève (Place de Strasbourg)	8110 m²	Hors parking	ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C11	Beaux Arts (jardin)	11300 m²		clos	7h30 - 20h00	Police municipale
Centre	V20C11	Mirabeau (jardin)	5600 m²	Hors école (2600m²)	Clos	idem botanique	Matin équipe C11 Soir Police municipale
Centre	V20C11	François Sicard (Jardin)	2740 m²		Clos	idem	Matin équipe C11 Soir Police municipale
Centre	V20C11	Château de Tours	6139 m²		Clos	Horaires de visites	Personnel du château
Centre	V20C11	Jardin du Gouverneur	384 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Beaune Semblençay (jardin)	429 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	François 1er (jardin)	2671 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Prosper Menimée (square)	3133 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Jeu de paume (jardin)			ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Ver galant (jardin)	18 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Carroi aux herbes	490 m²		Clos	idem	ouvert & fermé par la Police municipale
Centre	V20C12	St Martin (jardin)	122 m²		Clos	idem	ouvert & fermé par la Police municipale
Centre	V20C12	Henri Royer (jardin)	365 m²	Ferme pour cause de travaux	Clos		

LIEU	CODE	DENOMINATION	SURFACE	OBSERVATIONS	CLOS OU OUVERT	HORAIRES	SERVICE OU AGENT
Centre	V20C12	Jardin du Mûrier	272 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Jardin du Gemmail	259 m²		Clos	Horaires du musée	Personnel du musée
Centre	V20C12	Cour des chanoines	303 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	Square Collin	5500 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	St Pierre le Puellier	689 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C12	La Rotisserie (jardin)			Clos	idem	ouvert & fermé par la Police municipale
Centre	V20C12	Flandrin (square)		Fermeture définitive pour cause de travaux	Clos		
Centre	V20C13	Préfecture (square)	4800m²		Clos	idem	Matin : équipe C13 Soir : Police municipale
Centre	V20C13	Léonard de Vinci (jardin)	6000 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C13	Sourdillon (square)	1251 m²		Clos	idem	Matin : équipe C13 Soir : Police municipale
Centre	V20C13	Jardin d'Aumont (les Halles)	725 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C13	Boris Vian	1503 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C13	Cité Mame	1238 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C13	Tribunal	646 m²		Clos	Horaires Tribunal	Police municipale
Centre	V20C13	Nicolas FrumEAU (place)	3680 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
						1er Novembre au 28 février 7h30 - 17h00 1er Mars au 31 Mai 7h30 - 19h00 1er juin au 31 Octobre 7h30 - 22h00	Matin : équipe C21 Soir : Police municipale
Centre	V20C21	Prébendes d'Oé (jardin)	43730 m²		Clos		
Centre	V20C22	Château du Plessis	16036 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C22	Nicolas Poussin (square)	919 m²		ouvert	tout le temps ouvert	

LIEU	CODE	DENOMINATION	SURFACE	OBSERVATIONS	CLOS OU OUVERT	HORAIRES	SERVICE OU AGENT
Centre	V30	Botanique (jardin)	50780 m²	Hors serres (partie publique)	Clos	1er Novembre au 28 février 7h30 - 17h00 1er Mars au 31 Mai 7h30 - 19h00 1er juin au 31 Octobre 7h30 - 20h00	Matin : M. Fiabeau Soir : Police municipale
Centre	V20C31	Peuplerie (Lacs)	20,5 ha	le grand=16,5ha le petit=4ha	ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C32	Velpeau (jardin)	3072 m²		Clos	idem	Matin : équipe C32 Soir : Police municipale
Centre	V20C32	Bouznigac (jardin)	22411 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C32	Ockeghem (jardin)	6900 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C32	Gabrieli (jardin)	5300 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C32	Beaujardin	5000 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C33	Jacquemin (square)	738 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C33	Denoyelle (square)	863 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C33	Meffre (jardin)	8144 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Centre	V20C33	Pasteur (square)	3138 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Sud	V20S11	Honoré de Balzac (Ile)	24,80 ha		ouvert	tout le temps ouvert	
Sud	V20S12	Marcel Pagnol (square)	2380 m²		ouvert	tout le temps ouvert	
Sud	V20S13	Grandmont (parc)	12,19 ha	Hors campus universitaire	ouvert	tout le temps ouvert	
Sud	V20S21	Bergeonnerie (lac)	36,25 ha	dont lac=18,9ha + île=1,8ha	ouvert	tout le temps ouvert	
Sud	V20S23	Gloriette (plaine)	7,12 ha	Préfiguration 2000	Clos	juin, septembre, octobre 14h à 19h (merc & sam) 11h à 19h le dim, juillet & août : 14h à 19h (jeu, ven & sam)	Mme Brosset

ANNEXE 4 :

Carte de localisation des espaces verts de Nantes



Source : www.jardins-nantes.fr, 2006

ANNEXE 5 :

Liste des parcs et jardins de Nantes

Square des aquarelles	Square Léon Jouhaux
Square du commandant Aubin	Square du Commandant Lacroix
Belvédère Vincent Auriol	Square du Lait de mai
Square Barbara	Square Marcel Launay
Square J-B Barre	Square Jean le Gigant
Place Basse Mar	Square Pascal Lebée
Abord du stade de la Beaujoire	Square Toussaint Louverture
Parc de la Beaujoire	Parc de malakoff
Parc de Beaulieu	Square du maquis de Saffré
Square rue de Bel Air	Square des maraîches
Jeux de boules Proust Bergson	Square Villebois Mareuil
Parc du grand Bloterreau	Square de la marseillaise
Square du bois de la Musse	Square des Marthyrs Irlandais
Parc de la Boucardière	Place Mellinet
Square Jules Bréchoir	Square Elisa Mercoeur
Parc de Broussais	Square Gaston michel
Square Luois Bureau	Square marcel Moisan
Cours Cambrone	Parc de la Moutonnerie
Square Canclaux	Jardin du Nadir
Parc des Capucins	Jardin des nectars
Parc de la Chantrerie	Parc de la Noé mitrié
Saure Gabriel Chéreau	Cimetière paysager
Jardin des cinq sens	Parc de petit port
Square des combattants d'Afrique du Nord	Centre social de la Pilotière
Parc potager de la Crapaudine	Jardin des Plantes
Square J-B Daviais	Parc du Plessis Tison
Parc des Dervallières	Square du Prinquiau
Square Etienne Destranges	Jardin d'enfants de Procé
Square de l'Edit de Nantes	Parc de Procé
Jardin des Farfadets	Jardin des quatre jeudis
Square du fer à cheval	Square Ricordeau
Square Louis Feuillade	Square Gustave Roch
Square Benoit Frachon Allende	Square Saint Francois
Square Augustin Fresnel	Square Sainte-Anne
Parc de la Gaudinière	Parc Say
Square Benoni Goulin	Square Maurice Schwob
Place de la Guirouée	Square rue Jules Sebilleau
Square de la Halvèque	Square Renée Siegfried
Square Faustin Hélie	Square Vertais
Square Jean Heurtin	Square du vieux parc de Sèvre
Square Charles Housser	Square de Washington
Square île de Versailles	Jardin du Zénith

Organigramme du service espaces verts de Tours



ANNEXE 8 :

Carte des secteurs géographiques d'interventions



Code équipe :

Fiche Temps de Travaux

%Présence	Récapitulatif heures semaine	
	Théori.	Réelles

[illegible]

Lundi			Mardi			Mercredi			Jeudi			Vendredi		
Code Lieu	Code tâche	Heures	Code Lieu	Code tâche	Heures	Code Lieu	Code tâche	Heures	Code Lieu	Code tâche	Heures	Code Lieu	Code tâche	Heures
Total heures			Total heures			Total heures			Total heures			Total heures		

N-B : Les heures seront notées entières , par demie-heure , par quart d'heure (sur la base du centième) Exemple (0,25 ; 0,50 ; 0,75 ; 1,00)

PLAN D' ACTIONS S.E.V.E GRASLIN/BRETAGNE 6

ANNEXE 10 :

Extrait du Plan d'action de Nantes

Orientations n° 1 : répondre aux besoins d'identité et diversité patrimoniale (construire et mettre en œuvre un plan urbain vert de la ville de Nantes)						
ACTIONS	SOUS-ACTIONS	INCIDENCES			ACTEURS	ECHEANCES
		QUALITE	COUT	ESTIME		
9	<u>RUE HUCHETTE</u> - adapter les interventions sur le chêne	ASSURER LE RESPECT ET LA LONGEVITE DE L'ARBRE	-		EQUIPE	Action continue
15	<u>ENSEMBLE DU SECTEUR</u> - 0 désherbant et produits phytosanitaires	PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	-		EQUIPE	Action continue
20	<u>PLACE GRASLIN</u> - réfection de la place	REVALORISER LE SITE	A CHIFFRER		EQUIPE	Premier semestre 2006
20	<u>JARDINIERES CENTRE VILLE</u> -réfections et installations nouvelles	REVALORISER LES SITES	A CHIFFRER		EQUIPE	2006

PLAN D' ACTIONS S.E.V.E

GRASLIN/BRETAGNE 2

Orientation N° 3 : DEVELOPPER LA COMMUNICATION ET LA COHESION SOCIALE					
ACTIONS	SOUS-ACTIONS	INCIDENCES		ACTEURS	ECHEANCES
		QUALITE	COUT ESTIME		
45 en interne, associer l'ensemble du personnel aux projets d'équipe	<u>SITES EVENEMENTIELS</u> - coordination et mise en place des projets	COMMUNIQUER ALLIER EFFICACITE ET ECHANGE DE SAVOIRS-FAIRE	-	EQUIPE SEVE	Action continue
46 en externe, associer le citoyen usager à la construction du projet	<u>TOUS SITES</u> - bien cerner les attentes - tisser des liens	COMMUNICATION RESPECT COHESION SOCIALE	-	EQUIPE	Action continue
47 sensibiliser le public sur les notions de protection de l'environnement	<u>TOUS SITES</u> - expliquer nos actions	ARRIVER A 0 PRODUITS RESPECT DES SITES	-	EQUIPE	Action continue
49 réaliser des animations et des actions scientifiques	<u>SQUARE LOUIS BUREAU</u> - fête de la science	EDUQUER SENSIBILISER A L'ENVIRONNEMENT	-	MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE SEVE	Action continue

ANNEXE 11 :

Extrait code qualité de Nantes



CODE QUALITE 1

TEMPS DE TRAVAUX

Equipe :

Nom du site :

Typologie :

Code site :

Année :

Période :

Code N : Espaces naturels sauvages
Code 1 : Espaces naturels aménagés
Code 2 : Pelouses sans arrosage, arbustes
Code 3 : Pelouses arrosées, arbustes, fleurissement, fontaines, pataugeoires, tonte
Code 4 : Idem code 3 plus collections végétales, découpes de gazon
Code 5 : Jardin des Plantes

Mise à jour imprimé : Déc. 00

Service Esp.Verts (SEV)	<input type="text"/>
Privé	<input type="text"/>
* Cocher la case concernée	
<input type="checkbox"/>	Intervention courante
<input type="checkbox"/>	Intervention occasionnelle
<input type="checkbox"/>	sans objet

INTERVENTIONS ESPACES VERTS

TACHES	N° SEMAINE OU MOIS	Nature intervention	n°	n°	n°	n°	n°	n°
PELOUSES ou PRAIRIES NATURELLES								
Engazonnement (réparation)								
Tonte hélicoïdale (un ou plusieurs éléments)								
Tonte rotative								
Tonte girobroyeur								
Fauchage								
Pelage								
Finitions tontes rotatif								
Finitions tontes rotative								
Ramassage								
Découpe								
Désherbage sélectif								
Traitements phytosanitaires								
Fertilisation								
Arrosage (y compris programmation)								
Amélioration physique et amendements								
Tracé								
ARBUSTES ou HAIES VIVES - FOURRES								
Plantations de remplacement								
Taille de contrôle et évacuation								
Taille (y compris ramassage et évacuation sur le site)								
Taille de haie (y compris ramassage et évacuation sur le site)								